

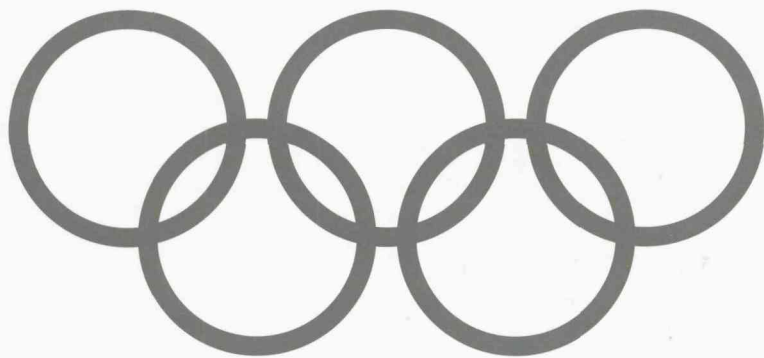


CHARTÉ OLYMPIQUE

État en vigueur au 4 juillet 2003



COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE



CHARTÉ OLYMPIQUE

État en vigueur au 4 juillet 2005



COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE



ISBN 92-9149-000-8

Charte Olympique

Index

Principes fondamentaux	9
CHAPITRE 1	
Le Mouvement olympique	11
1 Autorité suprême	11
2 Rôle du CIO	11
3 Appartenance au Mouvement olympique	13
4 Reconnaissance par le CIO	13
5 Patronage par le CIO	15
6 Consultation périodique des FI et des CNO	15
7 Congrès olympique	15
8 Solidarité Olympique*	16
9 Jeux Olympiques	17
10 Olympiade	18
11 Droits sur les Jeux Olympiques	18
12 Symbole olympique*	18
13 Drapeau olympique*	19
14 Devise olympique*	19
15 Emblème olympique*	19
16 Hymne olympique*	19
17 Droits sur le symbole, le drapeau, la devise et l'hymne olympiques*	20
18 Flamme olympique, flambeau olympique, torche olympique	25
CHAPITRE 2	
Le Comité International Olympique (CIO)	26
19 Statut juridique	26
20 Membres*	26
1 Composition du CIO - Recrutement, élection, réception et statut des membres du CIO	26
2 Obligations	27
3 Sortie	28
4 Président d'honneur à vie - membres honoraires - membres d'honneur	30
5 Tableau des membres	31



21	Organisation	39
22	Sessions	39
23	Commission exécutive	40
	1 Composition	40
	2 Election	40
	3 Durée et renouvellement des mandats	40
	4 Vacances	41
	5 Pouvoirs et fonctions	42
24	Le président	43
25	Commission d'éthique du CIO Mesures et sanctions	44
26	Procédures	48
	1 Procédure ordinaire	48
	2 Procédure d'urgence	50
27	Langues	51
28	Ressources du CIO	51
CHAPITRE 3		
Les Fédérations Internationales (FI)		52
29	Reconnaissance des FI	52
30	Rôle des FI	52
CHAPITRE 4		
Les Comités Nationaux Olympiques (CNO)		54
31	Mission et rôle des CNO*	54
32	Composition des CNO*	56
33	Les fédérations nationales	61
34	Pays et nom d'un CNO	61
35	Drapeau, emblème et hymne	62
CHAPITRE 5		
Les Jeux Olympiques		63
I. Organisation et administration des Jeux Olympiques		63
36	Célébration des Jeux Olympiques*	63
37	Election de la ville hôte*	63
38	Site des Jeux Olympiques	66



39	Comité d'organisation	67
40	Responsabilités	68
41	Liaison entre les CNO et le COJO*	68
	1 Attachés	68
	2 Chefs de mission	69
	3 Commission de coordination	69
42	Village olympique*	71
43	Locaux et installations pour les FI régissant les sports inclus dans le programme des Jeux Olympiques	72
44	Programme culturel*	72
	II. Participation aux Jeux Olympiques	73
45	Code d'admission*	73
46	Nationalité des concurrents*	74
47	Limite d'âge	76
48	Code mondial antidopage et commission médicale	76
49	Inscriptions*	77
50	Transgression de la Charte olympique	80
	III. Programme des Jeux Olympiques	80
51	Sports olympiques	80
	1 Jeux de l'Olympiade	80
	2 Jeux Olympiques d'hiver	82
52	Programme des sports, admission de sports, disciplines et épreuves	83
	1 Sports olympiques inclus dans le programme des Jeux Olympiques	83
	2 Disciplines	83
	3 Epreuves	84
	4 Critères d'inclusion des sports, disciplines et épreuves	84
	5 Avis de participation des FI aux Jeux Olympiques	85
	6 Inscription exceptionnelle d'une discipline ou épreuve	85
	7 Compétence relative à l'admission d'un sport, d'une discipline ou d'une épreuve	85
53	Programme des Jeux Olympiques	85



54	Epreuves de qualification organisées par les FI	86
55	Epreuves pré-olympiques organisées par le COJO	86
56	Participation aux Jeux Olympiques*	87
57	Dispositions techniques*	88
58	Camp de jeunesse	92
59	Couverture médiatique des Jeux Olympiques*	92
60	Publications*	94
61	Propagande et publicité*	95
62	Oeuvres musicales*	98
63	Publicité commerciale du COJO avant les Jeux Olympiques	98
	IV. Protocole	99
64	Invitations*	99
65	Carte d'identité et d'accréditation olympique	100
66	Droits attachés à la carte d'identité et d'accréditation olympique	100
67	Utilisation du drapeau olympique	101
68	Utilisation de la flamme olympique	101
69	Cérémonies d'ouverture et de clôture*	101
70	Cérémonie des vainqueurs, médailles et diplômes*	106
71	Tableau d'honneur	109
72	Protocole	109
73	Programme des cérémonies	109
	V. Arbitrage	110
74	Arbitrage	110

*La Règle est complétée par un texte d'application



Les modifications adoptées depuis la dernière édition imprimée de la Charte olympique (état le 14 juillet 2001) sont les suivantes :

- pour celles ratifiées le 29 novembre 2002 par la 114^e Session du CIO à Mexico:
 - paragraphe 13 de la Règle 2 (Rôle du CIO)
 - paragraphes 1.1, 3.2, 3.4.2 et 5 de la Règle 20 et paragraphes 1.2, 2.2.2, 2.7 et 2.8.7 de son texte d'application (Membres)
 - paragraphes 1, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 4.1 et 4.2 de la Règle 23 (Commission exécutive)
 - paragraphe 1.1 de la Règle 32 (Composition des CNO)
 - paragraphe 1 de la Règle 42 (Village olympique)
 - Règle 60 (Publications)
- pour celles ratifiées le 4 juillet 2003 par la 115^e Session du CIO à Prague:
 - paragraphes 2, 2.2.1, 2.2.4, 2.2.5 et 5 de la Règle 25 (Commission d'éthique du CIO Mesures et sanctions)
 - Règle 29 (Reconnaissance des FI)
 - Règle 45 et paragraphe 3 de son texte d'application (Code d'admission)



- paragraphes 1, 2.1, 2.1.1 et 2.2 de la Règle 48
(Code mondial antidopage et commission médicale)
- paragraphes 3, 5.1 et 5.3 du texte d'application pour la Règle 49
(Inscriptions)
- paragraphe 1.1.3 de la Règle 52
(Programme des sports, admission de sports, disciplines et épreuves)
- Règle 50 (Transgression de la Charte olympique)
- paragraphe 2.4 du texte d'application pour la Règle 70
(Cérémonie des vainqueurs, médailles et diplômes)

NOTE

Dans la Charte olympique, le genre masculin employé en relation avec toute personne physique (par exemple, noms tels que membre, dirigeant, officiel, chef de mission, participant, concurrent, athlète, juge, arbitre, membre d'un jury, attaché, candidat, personnel, ou pronoms tels qu'il, ils, eux) doit, sauf disposition expresse contraire, être compris comme incluant le genre féminin.

Principes Fondamentaux

- 1 L'Olympisme moderne a été conçu par Pierre de Coubertin, à l'initiative de qui s'est réuni, en juin 1894, le Congrès International Athlétique de Paris. Le 23 juin 1894, s'est constitué le Comité International Olympique (CIO). En août 1994 s'est tenu à Paris le XIIe Congrès, le Congrès Olympique du Centenaire, qui a été intitulé Congrès de l'Unité.
- 2 L'Olympisme est une philosophie de la vie, exaltant et combinant en un ensemble équilibré les qualités du corps, de la volonté et de l'esprit. Alliant le sport à la culture et à l'éducation, l'Olympisme se veut créateur d'un style de vie fondé sur la joie dans l'effort, la valeur éducative du bon exemple et le respect des principes éthiques fondamentaux universels.
- 3 Le but de l'Olympisme est de mettre partout le sport au service du développement harmonieux de l'homme, en vue d'encourager l'établissement d'une société pacifique, soucieuse de préserver la dignité humaine. A cet effet, le Mouvement olympique mène seul ou en coopération avec d'autres organisations et dans la limite de ses moyens, des actions en faveur de la paix.
- 4 De l'Olympisme moderne est issu le Mouvement olympique dirigé par le CIO.
- 5 Le Mouvement olympique groupe sous l'autorité suprême du CIO les organisations, athlètes et autres personnes qui acceptent d'être guidés par la Charte olympique. Le critère de l'appartenance au Mouvement olympique est la reconnaissance par le CIO. L'organisation et la gestion du sport doivent être contrôlées par les organismes sportifs indépendants reconnus comme tels.
- 6 Le Mouvement olympique a pour but de contribuer à bâtir un monde pacifique et meilleur en éduquant la jeunesse par le moyen du sport pratiqué sans discrimination d'aucune sorte et dans l'esprit olympique qui exige la compréhension mutuelle, l'esprit d'amitié, la solidarité et le fair-play.



- 7 L'activité du Mouvement olympique, symbolisée par cinq anneaux entrelacés, est universelle et permanente. Elle se déploie sur les cinq continents. Elle atteint son point culminant lors du rassemblement des athlètes du monde au grand festival du sport que sont les Jeux Olympiques.
- 8 La pratique du sport est un droit de l'homme. Tout individu doit avoir la possibilité de pratiquer le sport selon ses besoins.
- 9 La Charte olympique est la codification des Principes fondamentaux, des Règles et des Textes d'application adoptés par le CIO. Elle régit l'organisation et le fonctionnement du Mouvement olympique et fixe les conditions de la célébration des Jeux Olympiques.

Chapitre I

Le Mouvement olympique

I Autorité suprême

- 1 Le CIO est l'autorité suprême du Mouvement olympique.
- 2 Toute personne ou organisation appartenant à un titre quelconque au Mouvement olympique est soumise aux dispositions de la Charte olympique et doit se conformer aux décisions du CIO.

2 Rôle du CIO

Le rôle du CIO est de diriger la promotion de l'Olympisme en accord avec la Charte olympique. A cet effet, le CIO :

- 1 encourage la coordination, l'organisation et le développement du sport et des compétitions sportives et assure la promotion et la mise en application, en liaison avec les institutions sportives internationales et nationales, des mesures visant à renforcer l'unité du Mouvement olympique;
- 2 collabore avec les organisations et autorités publiques ou privées compétentes aux fins de mettre le sport au service de l'humanité;
- 3 assure la célébration régulière des Jeux Olympiques;
- 4 participe aux actions en faveur de la paix, agit en vue de la protection des droits des membres du Mouvement olympique et agit contre toute discrimination affectant le Mouvement olympique;
- 5 veille, par tous moyens appropriés, à la promotion des femmes dans le sport à tous les niveaux et dans toutes les structures et notamment dans les organes exécutifs des organisations sportives nationales et internationales en vue de l'application stricte du principe de l'égalité des sexes;
- 6 soutient et encourage la promotion de l'éthique sportive;



- 7 consacre ses efforts à veiller à ce que l'esprit de fair-play règne dans les sports et à ce que la violence en soit bannie;
- 8 dirige la lutte contre le dopage dans le sport et participe à la lutte internationale contre les drogues;
- 9 prend des mesures dont le but est d'éviter une mise en danger de la santé des athlètes;
- 10 s'oppose à toute utilisation abusive politique ou commerciale du sport et des athlètes;
- 11 incite les organisations sportives et les autorités publiques à faire de leur mieux pour assurer l'avenir social et professionnel de l'athlète;
- 12 encourage le développement du sport pour tous qui est une des bases du sport de haut niveau, lequel de son côté contribue au développement du sport pour tous;
- 13 prend des mesures pour promouvoir un héritage olympique positif dans la ville hôte et le pays hôte, parmi lesquelles un contrôle raisonnable de la taille et du coût des Jeux Olympiques, et encourage les comités d'organisation des Jeux Olympiques (COJO), les autorités publiques du pays hôte et les personnes ou organisations appartenant au Mouvement olympique à agir en conséquence;
- 14 veille à ce que les Jeux Olympiques se déroulent dans des conditions qui prennent en compte d'une manière responsable les problèmes d'environnement et encourage le Mouvement olympique à se préoccuper de ces problèmes, à traduire cette préoccupation dans toutes ses activités et à sensibiliser toutes les personnes qui lui sont liées à l'importance d'un développement durable;
- 15 soutient l'Académie Internationale Olympique (AIO);
- 16 soutient d'autres institutions qui se consacrent à l'éducation olympique.



3 Appartenance au Mouvement olympique

- 1 Outre le CIO, le Mouvement olympique comprend les Fédérations Internationales (FI), les Comités Nationaux Olympiques (CNO), les Comités d'Organisation des Jeux Olympiques (COJO), les associations nationales, les clubs, de même que les personnes qui en font partie, notamment les athlètes dont les intérêts constituent un objectif fondamental de son action, ainsi que les juges/arbitres, les entraîneurs et les autres techniciens du sport. Il comprend aussi d'autres organisations et institutions reconnues par le CIO.
- 2 Toute forme de discrimination à l'égard d'un pays ou d'une personne, qu'elle soit pour des raisons raciales, religieuses, politiques, de sexe ou autres est incompatible avec l'appartenance au Mouvement olympique.
- 3 Pour faire partie du Mouvement olympique, il faut respecter les principes éthiques fondamentaux.

4 Reconnaissance par le CIO

- 1 Afin de promouvoir le Mouvement olympique dans le monde, le CIO peut reconnaître au titre de CNO des organisations dont l'activité est liée à son rôle. Ces organisations sont dotées, là où cela est possible, de la personnalité juridique dans leur pays. Elles doivent être établies conformément à la Charte olympique et leurs statuts doivent être approuvés par le CIO.
- 2 Le CIO peut reconnaître des associations de CNO groupés sur le plan continental ou mondial, telles que:
 - Association des Comités Nationaux Olympiques (ACNO);
 - Association des Comités Nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA);
 - Olympic Council of Asia (OCA)



- Organización Deportiva Panamericana (ODEPA);
 - Oceania National Olympic Committees (ONOC);
 - Les Comités Olympiques Européens (COE);
- pour autant que les statuts de ces associations soient conformes à la Charte olympique et aient été approuvés par le CIO.
- 3 Le CIO peut reconnaître des FI suivant les conditions fixées à la règle 29. Il peut en outre reconnaître des associations de FI telles que:
 - Association des Fédérations Internationales Olympiques d'été (ASOIF);
 - Association des Fédérations Internationales Olympiques des Sports d'hiver (AIOWF);
 - Association of the IOC Recognized International Sports Federations (ARISF);
 - Association générale des Fédérations Internationales de Sports (AGFIS).
 - 4 La reconnaissance d'associations de FI ou de CNO n'affecte en rien le droit de chaque FI et de chaque CNO de traiter directement avec le CIO et inversement.
 - 5 Le CIO peut reconnaître des organisations non-gouvernementales en relation avec le sport, opérant au plan international, et dont les statuts et l'activité sont conformes à la Charte olympique.
 - 6 Le CIO peut retirer, avec effet immédiat, sa reconnaissance aux FI, aux CNO, ou autres associations et organisations.



5 Patronage par le CIO

- 1 Le CIO peut accorder son patronage, dans les termes et conditions qu'il considère appropriés, à des compétitions internationales multisportives, régionales, continentales ou mondiales, à la condition qu'elles se déroulent dans le respect scrupuleux de la Charte olympique et soient organisées sous le contrôle de CNO ou d'associations de CNO reconnus par le CIO, avec l'assistance des FI concernées et conformément à leurs règles techniques.
- 2 En outre, la commission exécutive du CIO peut accorder le patronage du CIO à d'autres manifestations à condition qu'elles soient conformes au but du Mouvement olympique.

6 Consultation périodique des FI et des CNO

La commission exécutive du CIO organise, au moins une fois tous les deux ans, des réunions périodiques avec les FI ainsi qu'avec les CNO. Ces réunions sont présidées par le président du CIO qui en fixe la procédure et l'ordre du jour après consultation des parties concernées.

7 Congrès olympique

- 1 Le CIO doit organiser un Congrès olympique, réuni en principe tous les huit ans et convoqué, sur décision du CIO, par son président en un lieu et à une date fixés par le CIO. Le président du CIO préside le Congrès et en arrête la procédure. Le Congrès olympique a un caractère consultatif.
- 2 Le Congrès olympique se compose des membres, du président d'honneur à vie, des membres honoraires et des membres d'honneur du CIO, des délégués représentant les FI, les CNO et les organisations reconnues par le CIO. Il comprend en outre des athlètes et des personnalités invités par le CIO à titre personnel ou au nom de l'organisation qu'elles représentent.



- 3 La commission exécutive du CIO établit l'ordre du jour du Congrès olympique après consultation des FI et des CNO.

8 Solidarité Olympique*

- 1 La Solidarité Olympique a pour but d'organiser l'aide aux CNO reconnus par le CIO, particulièrement à ceux qui en ont le plus besoin. Cette aide prend la forme de programmes élaborés en commun par le CIO et les CNO avec l'assistance technique, si nécessaire, des FI.
- 2 L'ensemble de ces programmes est administré par la commission pour la Solidarité Olympique qui est présidée par le président du CIO.

Texte d'application pour la Règle 8

Les programmes établis par la Solidarité Olympique ont pour objectifs de contribuer à :

- 1 promouvoir les Principes fondamentaux du Mouvement olympique;
- 2 développer les connaissances techniques sportives des athlètes et des entraîneurs;
- 3 améliorer, au moyen de bourses, le niveau technique des athlètes et des entraîneurs;
- 4 former des administrateurs sportifs;
- 5 collaborer avec les différentes commissions du CIO, de même qu'avec les organisations et les entités poursuivant ces objectifs, en particulier par l'éducation olympique et la propagation du sport;



- 6 créer en cas de besoin des infrastructures sportives simples, fonctionnelles et économiques, en coopération avec des organismes nationaux ou internationaux;
- 7 soutenir l'organisation de compétitions aux niveaux national, régional et continental régies ou patronnées par les CNO;
- 8 encourager des programmes conjoints de coopération bilatérale ou multilatérale entre les CNO;
- 9 amener les gouvernements et les organisations internationales à inclure le sport dans l'assistance officielle au développement.

9 Jeux Olympiques

- 1 Les Jeux Olympiques sont des compétitions entre athlètes, en épreuves individuelles ou par équipes et non entre pays. Ils réunissent les athlètes désignés à cet effet par leurs CNO respectifs, dont les inscriptions ont été acceptées par le CIO, et qui, de par leurs performances sportives, concourent sous la direction technique des FI concernées.
- 2 La compétence en dernier ressort sur toute question concernant les Jeux Olympiques appartient au CIO.
- 3 Les Jeux Olympiques se composent des Jeux de l'Olympiade et des Jeux Olympiques d'hiver. Les uns et les autres ont lieu tous les quatre ans sous réserve des dispositions du paragraphe 4 ci-dessous.
- 4 Les premiers Jeux Olympiques d'hiver ont été célébrés en 1924. A partir de cette date, ils sont numérotés au fur et à mesure de leur célébration, les XVIIèmes Jeux Olympiques d'hiver ayant lieu toutefois en 1994. Sont considérés comme sports d'hiver les sports qui se pratiquent sur la neige ou sur la glace.



10 Olympiade

- 1 Le terme «Olympiade» désigne une période de quatre années consécutives. L'Olympiade débute avec l'ouverture d'une édition des Jeux de l'Olympiade et se termine avec l'ouverture de l'édition suivante.
- 2 En cas de non célébration des Jeux d'une Olympiade, celle-ci débute quatre ans après le début de l'Olympiade précédente.
- 3 Les Olympiades se comptent à partir des premiers Jeux Olympiques (Jeux de l'Olympiade) de l'ère moderne, célébrés à Athènes en 1896.

11 Droits sur les Jeux Olympiques

Les Jeux Olympiques sont la propriété exclusive du CIO qui est titulaire de tous les droits et de toutes les données s'y rapportant, notamment et sans restriction, tous les droits relatifs à leur organisation, exploitation, retransmission, enregistrement, présentation, reproduction, accès et diffusion quels qu'en soient la forme, les moyens ou les mécanismes qu'ils soient existants ou à venir. Le CIO fixera les conditions d'accès et d'utilisation concernant les données relatives aux Jeux Olympiques et aux compétitions et prestations sportives intervenues dans le cadre de ces Jeux. Tous les bénéfices provenant de la célébration des Jeux Olympiques doivent être employés au développement du Mouvement olympique et du sport.

12 Symbole olympique*

- 1 Le symbole olympique se compose des cinq anneaux olympiques employés seuls, en une ou plusieurs couleurs.
- 2 Les cinq couleurs des anneaux sont obligatoirement le bleu, le jaune, le noir, le vert et le rouge. Les anneaux sont entrelacés de gauche à droite. Les anneaux bleu, noir et rouge se trouvent en haut, les anneaux jaune et vert en bas. Le tout forme approximativement un trapèze régulier



dont la petite base est la base inférieure, suivant le modèle officiel déposé au siège du CIO et reproduit ci-dessous.

- 3 Le symbole olympique représente l'union des cinq continents et la rencontre des athlètes du monde entier aux Jeux Olympiques.

13 Drapeau olympique*

Le drapeau olympique est à fond blanc, sans bordure. En son centre est situé le symbole olympique dans ses cinq couleurs. Son dessin et ses proportions doivent être ceux du drapeau présenté par Pierre de Coubertin au Congrès de Paris en 1914.

14 Devise olympique*

La devise olympique «Citius.Altius.Fortius» exprime le message que le CIO adresse à tous ceux qui appartiennent au Mouvement olympique, les invitant à exceller conformément à l'esprit olympique.

15 Emblème olympique*

- 1 Un emblème olympique est un dessin intégré associant les anneaux olympiques à un autre élément distinctif.
- 2 Le dessin de tout emblème olympique doit être soumis à la commission exécutive du CIO pour son approbation. Cette approbation est préalable à tout usage dudit emblème.

16 Hymne olympique*

L'hymne olympique est celui approuvé par le CIO à sa 55^{ème} Session en 1958 à Tokyo et dont la partition est déposée au siège du CIO.



17 Droits sur le symbole, le drapeau, la devise et l'hymne olympiques*

Tous les droits sur le symbole, le drapeau, la devise et l'hymne olympiques appartiennent exclusivement au CIO.

Texte d'application pour les Règles 12, 13, 14, 15, 16 et 17

1

1.1 Le CIO peut prendre toutes les mesures propres à obtenir la protection juridique, tant sur le plan national qu'international, du symbole, du drapeau, de la devise et de l'hymne olympiques.

1.2 Même si la loi nationale ou un enregistrement de marque accorde à un CNO la protection du symbole olympique, ce CNO ne pourra exercer les droits qui en découlent qu'en conformité avec les instructions reçues de la commission exécutive du CIO.

2 Chaque CNO est responsable, à l'égard du CIO, du respect, dans son pays, des Règles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 et de leur Texte d'application. Il prendra des mesures pour interdire tout usage du symbole, du drapeau, de la devise ou de l'hymne olympiques qui serait contraire à ces Règles ou à leur Texte d'application. Il s'efforcera également d'obtenir la protection des termes «olympique» et «Olympiade» au profit du CIO.

3 Un CNO peut en tout temps requérir l'assistance du CIO pour obtenir la protection, telle qu'envisagée ci-dessus, du symbole, du drapeau, de la devise et de l'hymne olympiques, et pour le règlement de tous différends qui pourraient se présenter à cet égard avec des tiers.

4 Les CNO ne peuvent faire usage du symbole, du drapeau, de la devise et de l'hymne olympiques que dans le cadre de leurs activités non lucratives, pour autant que cet usage contribue au développement du Mouvement olympique et ne porte pas atteinte à sa dignité, et pour



autant que les CNO concernés aient obtenu l'approbation préalable de la commission exécutive du CIO.

- 5 Le CIO encourage, en collaboration avec les CNO des pays concernés, l'utilisation du symbole olympique sur les timbres-poste émis, en liaison avec le CIO, par les autorités nationales compétentes; à cet effet, il peut autoriser l'utilisation du symbole olympique aux conditions fixées par la commission exécutive du CIO.
- 6 Le CIO peut créer un ou plusieurs emblèmes olympiques qu'il peut utiliser à sa discrétion.
- 7
 - 7.1 Un emblème olympique peut être créé par un CNO ou un COJO
 - 7.2 La commission exécutive du CIO peut approuver le dessin d'un emblème olympique pour autant qu'elle considère qu'il n'y a aucun risque de confusion entre ledit emblème et le symbole olympique ou d'autres emblèmes olympiques.
 - 7.3 La surface couverte par le symbole olympique inclus dans un emblème olympique n'excèdera pas le tiers de la surface totale de cet emblème. En outre, le symbole olympique inclus dans un emblème olympique doit apparaître dans sa totalité et ne doit être modifié en aucune façon.
 - 7.4 En complément à ce qui précède, l'emblème olympique d'un CNO doit satisfaire aux conditions suivantes:
 - 7.4.1 l'emblème doit être dessiné de telle sorte qu'il soit clairement identifié comme étant lié au pays du CNO concerné;
 - 7.4.2 l'élément distinctif de l'emblème ne peut pas être limité au seul nom - ou abréviation dudit nom - du pays du CNO concerné;



- 7.4.3 l'élément distinctif de l'emblème ne doit se référer ni aux Jeux Olympiques ni à une date ou à une manifestation particulière qui lui conférerait une limite dans le temps;
- 7.4.4 l'élément distinctif de l'emblème ne doit pas comprendre de devises, désignations ou autres expressions génériques qui donnent l'impression d'être de caractère universel ou international.
- 7.5 En plus des dispositions contenues aux paragraphes 7.1, 7.2 et 7.3 ci-dessus, l'emblème olympique d'un COJO doit satisfaire aux conditions suivantes:
 - 7.5.1 l'emblème doit être dessiné de telle sorte qu'il soit clairement identifiable comme étant lié aux Jeux Olympiques organisés par le COJO concerné;
 - 7.5.2 l'élément distinctif de l'emblème ne peut pas être limité au seul nom - ou abréviation dudit nom - du pays du COJO concerné;
 - 7.5.3 l'élément distinctif de l'emblème ne doit pas comprendre de devises, désignations ou autres expressions génériques qui donnent l'impression d'être de caractère universel ou international.
- 7.6 Tout emblème olympique qui a été approuvé par la commission exécutive du CIO avant l'entrée en vigueur des dispositions qui précèdent conservera sa validité.
- 7.7 Chaque fois que et partout où cela est possible, l'emblème olympique du CNO doit être susceptible d'enregistrement (c'est-à-dire de protection juridique) par le CNO dans son pays. Le CNO doit procéder à cet enregistrement dans les six mois dès l'approbation d'un tel emblème par la commission exécutive du CIO et fournir au CIO la preuve de cet enregistrement.



L'approbation d'emblèmes olympiques par la commission exécutive du CIO peut être retirée si les CNO concernés ne prennent pas toutes les mesures possibles pour protéger leur emblème olympique et pour informer le CIO d'une telle protection. De même, les COJO doivent protéger leur emblème olympique de la manière décrite ci-dessus dans leur pays tout comme dans les autres pays ainsi qu'il en sera décidé en consultation avec la commission exécutive du CIO. Aucune protection obtenue par les CNO et par les COJO ne peut être invoquée contre le CIO.

- 8 L'utilisation du symbole, du drapeau, de la flamme, de la devise et de l'hymne olympiques à des fins publicitaires, commerciales ou lucratives, quelles qu'elles soient, est strictement réservée au CIO.
- 9 L'utilisation d'un emblème olympique à des fins publicitaires, commerciales ou lucratives, quelles qu'elles soient, doit être conforme aux conditions fixées aux paragraphes 10 et 11 ci-après.
- 10 Tout CNO ou COJO qui désire utiliser son emblème olympique à des fins publicitaires, commerciales ou lucratives, soit directement, soit par l'intermédiaire de tiers, doit respecter le présent Texte d'application et le faire respecter par ces tiers.
- 11 Tous les contrats ou arrangements, y compris ceux conclus par un COJO, seront signés ou approuvés par le CNO concerné et seront régis par les principes suivants:
 - 11.1 L'utilisation de l'emblème olympique d'un CNO ne sera valable que dans le pays dudit CNO; un tel emblème tout comme tous autres symboles, emblèmes, marques ou désignations d'un CNO qui se réfèrent à l'Olympisme ne peuvent être utilisés à des fins publicitaires, commerciales ou lucratives, quelles qu'elles soient, dans le pays d'un autre CNO sans le consentement préalable de ce dernier;
 - 11.2 de même, l'emblème olympique d'un COJO tout comme tous les autres symboles, emblèmes, marques ou désignations d'un COJO qui



se réfèrent à l'Olympisme ne peuvent être utilisés à des fins publicitaires, commerciales ou lucratives, quelles qu'elles soient, dans le pays d'un CNO sans le consentement écrit préalable de ce CNO;

- 11.3 dans tous les cas, la durée de validité de tout contrat conclu par un COJO ne doit pas aller au-delà du 31 décembre de l'année des Jeux Olympiques concernés;
 - 11.4 l'utilisation d'un emblème olympique doit contribuer au développement du Mouvement olympique et ne doit pas porter atteinte à sa dignité; l'association, sous quelque forme que ce soit, entre un emblème olympique et des produits ou services est interdite si elle est incompatible avec les principes fondamentaux de la Charte olympique ou le rôle du CIO tel qu'énoncé dans ladite Charte.
 - 11.5 à la demande du CIO, tout CNO ou COJO fournira une copie de tout contrat auquel il est partie.
- 12 Le symbole olympique et les emblèmes olympiques du CIO peuvent être exploités par le CIO ou par une personne autorisée par lui, dans le pays d'un CNO, pour autant que les conditions suivantes soient respectivement remplies:
- 12.1 Pour tous les contrats de patronage («sponsorship»), de fournitures et pour toutes initiatives commerciales autres que celles mentionnées au paragraphe 12.2 ci-après, la condition est que cette exploitation ne porte pas un préjudice sérieux aux intérêts du CNO concerné et que la décision soit prise par la commission exécutive du CIO en consultation avec ce CNO qui recevra une partie du produit net provenant de ladite exploitation.
 - 12.2 Pour tous les contrats de licence, la condition est que le CNO reçoive la moitié de tous les revenus nets d'une telle exploitation, après déduction de tous impôts et débours qui s'y rapportent. Le CNO sera informé à l'avance d'une telle exploitation.



Le CIO peut, à sa seule discrétion, autoriser les télédifuseurs des Jeux Olympiques à utiliser le symbole olympique et les emblèmes olympiques du CIO et des COJO afin de promouvoir les retransmissions des Jeux Olympiques. Les dispositions des paragraphes 12.1 et 12.2 de ce texte d'application ne s'appliquent pas relativement à cette autorisation.

18 Flamme olympique, flambeau olympique, torche olympique

- 1 La flamme olympique est la flamme qui est allumée à Olympie sous l'autorité du CIO.
- 2 Un flambeau (ou une torche) olympique est un flambeau (ou une torche), ou sa réplique, sur lequel (ou sur laquelle) brûle la flamme olympique.
- 3 Le CIO détient tous les droits quels qu'ils soient se rapportant à l'utilisation de la flamme olympique et des flambeaux ou torches olympiques.

Chapitre 2

Le Comité International Olympique (CIO)

19 Statut juridique

- 1 Le CIO est une organisation internationale non-gouvernementale, à but non lucratif, à forme d'association dotée de la personnalité juridique, reconnue par le Conseil fédéral suisse, et dont la durée est illimitée.
- 2 Son siège est à Lausanne, Suisse.
- 3 La mission du CIO est de diriger le Mouvement olympique conformément à la Charte olympique.
- 4 Les décisions du CIO, prises sur la base des dispositions de la Charte olympique, sont définitives. Tout différend relatif à leur application ou à leur interprétation ne peut être résolu que par la commission exécutive du CIO et, dans certains cas, par l'arbitrage devant le Tribunal Arbitral du Sport (TAS).

20 Membres*

- 1 Composition du CIO - Recrutement, élection, réception et statut des membres du CIO.
 - 1.1 Les membres du CIO sont tous des personnes physiques. Le CIO comprend notamment parmi ses membres des athlètes actifs ainsi que des présidents ou dirigeants au plus haut niveau de FI, d'organisations reconnues par le CIO conformément au paragraphe 5 de la règle 4, et de CNO. Le nombre des membres du CIO ne peut excéder le total de 115, sous réserve des dispositions transitoires du paragraphe 2.8 du texte d'application pour la présente règle.
 - 1.2 Le CIO recrute et élit ses membres parmi les personnalités qu'il juge qualifiées, conformément au texte d'application pour la présente règle.



- 1.3 Le CIO reçoit ses nouveaux membres lors d'une cérémonie au cours de laquelle ceux-ci s'engagent à remplir leurs obligations en prêtant le serment suivant:

«Admis(e) à l'honneur de faire partie du CIO et de le représenter, et me déclarant conscient(e) des responsabilités qui m'incombent à ce titre, je m'engage à servir le Mouvement olympique dans toute la mesure de mes moyens, à respecter et à faire respecter toutes les dispositions de la Charte olympique et les décisions du CIO que je considère comme étant sans appel de ma part, à me conformer au Code d'éthique, à demeurer étranger(ère) à toute influence politique ou commerciale comme à toute considération de race ou de religion, à lutter contre toute autre forme de discrimination et à défendre en circonstances les intérêts du CIO et ceux du Mouvement olympique».

- 1.4 Les membres du CIO sont ses représentants.
- 1.5 Les membres du CIO ne peuvent accepter de gouvernements, organisations ou autres personnes morales ou physiques, aucun mandat susceptible d'entraver la liberté de leur action et de leur vote.
- 1.6 Les membres du CIO ne répondent pas personnellement des dettes et obligations du CIO.

2 Obligations

Les obligations de chaque membre du CIO sont les suivantes:

- 2.1 participer aux Sessions du CIO;
- 2.2 participer aux travaux des commissions du CIO au sein desquelles il a été nommé;



- 2.3 aider au développement du Mouvement olympique;
 - 2.4 suivre, sur le plan local, l'application des programmes du CIO, y compris ceux de la Solidarité olympique;
 - 2.5 renseigner le président du CIO au moins une fois par année sur le développement du Mouvement olympique et sur ses besoins;
 - 2.6 informer sans délai le président du CIO de tous les événements susceptibles d'entraver l'application de la Charte olympique ou d'affecter de toute autre manière le Mouvement olympique;
 - 2.7 se conformer en toutes circonstances au Code d'éthique prévu à la règle 25;
 - 2.8 accomplir les autres tâches qui lui sont assignées par le président y compris, en cas de besoin, la représentation du CIO dans tout pays ou territoire ou auprès de toute organisation.
- 3 Sortie
- 3.1 Tout membre du CIO peut en sortir à tout moment en présentant sa démission par écrit au président du CIO. Avant de prendre acte de cette démission, la commission exécutive du CIO peut demander à entendre le membre démissionnaire.
 - 3.2 Tout membre du CIO perd sans autre formalité sa qualité de membre s'il n'est pas réélu conformément aux paragraphes 2.6 et 2.7 du texte d'application pour la présente Règle.
 - 3.3 Tout membre du CIO doit se retirer au plus tard à la fin de l'année civile au cours de laquelle il atteint l'âge de 70 ans, sous réserve des dispositions transitoires prévues au paragraphe 2.8 du texte d'application pour la présente règle.
 - 3.4 Perd également sa qualité de membre:



- 3.4.1 Tout membre du CIO qui a été élu à la suite d'une candidature au titre d'athlète actif en application du paragraphe 2.2.1 du texte d'application pour la présente règle, avec effet immédiat, dès qu'il n'est plus membre de la commission des athlètes du CIO.
- 3.4.2 Tout membre du CIO qui a été élu à la suite d'une candidature liée à une fonction au sein de l'une des organisations énoncées aux paragraphes 2.2.2 et 2.2.3 du texte d'application pour la présente Règle, avec effet immédiat, dès qu'il cesse d'exercer cette fonction.
- 3.5 Tout membre du CIO qui a été élu à la suite d'une candidature proposée en application du paragraphe 2.2.4 du texte d'application pour la présente règle peut être considéré démissionnaire s'il n'a plus son domicile ou son centre principal d'intérêts dans le pays mentionné en regard de son nom dans le tableau des membres prévu au paragraphe 5 de la présente règle. En pareil cas, la perte de qualité de membre sera constatée par décision de la Session du CIO.
- 3.6 Tout membre du CIO est considéré démissionnaire et perd ainsi sans autre déclaration de sa part sa qualité de membre si, sauf en cas de force majeure, pendant deux ans consécutifs, il n'assiste pas aux Sessions ou ne prend aucune part active aux travaux du CIO. En pareil cas, la perte de qualité de membre sera constatée par décision de la Session du CIO.
- 3.7 Un membre, un président d'honneur à vie, un membre honoraire ou un membre d'honneur du CIO peut être exclu par décision de la Session du CIO s'il a trahi son serment ou si la Session du CIO considère que ce membre a négligé ou sciemment compromis les intérêts du CIO ou que, d'une façon quelconque, il a démérité.
- 3.8 Les décisions d'exclusion d'un membre, d'un président d'honneur à vie, d'un membre honoraire ou d'un membre d'honneur du CIO sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents à la



Session, sur proposition de la commission exécutive du CIO.
Le membre concerné pourra présenter son cas et comparaître en personne à cet effet devant la Session du CIO.

La commission exécutive du CIO peut priver le membre concerné de tout ou partie des droits, prérogatives et fonctions attachés à sa qualité de membre, ce jusqu'à la décision de la Session du CIO sur la proposition d'exclusion.

Un membre, un président d'honneur à vie, un membre honoraire ou un membre d'honneur exclu du CIO ne peut être membre d'un CNO, d'une association de CNO ou d'un COJO; il ne peut en aucun cas devenir à nouveau membre, président d'honneur à vie, membre honoraire ou membre d'honneur du CIO.

4 Président d'honneur à vie - membres honoraires - membres d'honneur

- 4.1 Sur proposition de la commission exécutive du CIO, le CIO peut élire au titre de président d'honneur à vie un membre du CIO qui lui a rendu des services exceptionnels en tant que président du CIO. Le président d'honneur à vie est invité à assister aux Jeux Olympiques, aux Congrès olympiques, aux Sessions du CIO et aux réunions de la commission exécutive du CIO où une place lui est réservée à côté du président du CIO. Le président d'honneur à vie a le droit de donner son avis. La position de président d'honneur à vie n'inclut pas le droit de vote.
- 4.2 Tout membre du CIO qui en sort après l'avoir servi pendant au moins dix années et lui avoir rendu des services exceptionnels, peut, sur proposition de la commission exécutive du CIO, être élu membre honoraire du CIO. Les membres honoraires sont invités à assister aux Jeux Olympiques, aux Congrès olympiques et aux Sessions du CIO où une place est réservée à chacun d'entre eux; ils donnent leur avis lorsque le président du CIO le sollicite. Ils ne sont plus titulaires du droit de vote.



4.3 Sur proposition de la commission exécutive du CIO, le CIO peut élire au titre de membres d'honneur des hautes personnalités extérieures au CIO et lui ayant rendu des services particulièrement éminents. Les membres d'honneur ne sont pas titulaires du droit de vote. Ils sont invités à assister aux Jeux Olympiques et aux Congrès olympiques, où une place leur est réservée. Le président du CIO peut en outre les inviter à assister à d'autres manifestations ou réunions du CIO.

5 Tableau des membres

La commission exécutive du CIO tient à jour un tableau de tous les membres du CIO, le président d'honneur à vie, les membres honoraires et les membres d'honneur. Si l'élection d'un membre du CIO est intervenue à la suite d'une candidature au titre d'athlète actif en application du paragraphe 2.2.1 du texte d'application pour la présente règle, ou si cette candidature est liée à une fonction au sein de l'une des organisations énoncées aux paragraphes 2.2.2 et 2.2.3 dudit texte d'application, le tableau le mentionne.

Texte d'application pour la Règle 20

1 Eligibilité

- 1.1 Est éligible au titre de membre du CIO toute personne physique âgée d'au moins 18 ans dont la candidature est déposée conformément au paragraphe 2.1 ci-après, remplit les conditions énoncées audit paragraphe 2.1, est examinée par la commission des candidatures et dont l'élection est proposée à la Session par la commission exécutive du CIO.
- 1.2 Tous les membres du CIO sont élus conformément aux dispositions du présent texte d'application pour une durée de huit ans; ils sont



tous rééligibles, sous réserve des paragraphes 3.3, 3.4, 3.5 et 3.6 de la règle 20.

2 Procédure d'élection des membres du CIO

2.1 Dépôt de candidatures en vue de l'élection au titre de membre du CIO.

Les personnes et organisations ci-après sont en droit de déposer, en vue de l'élection au titre de membres du CIO, une ou plusieurs candidatures :

- *Les membres du CIO*: chaque membre du CIO est en droit de déposer une ou plusieurs candidatures à l'élection au titre de membre du CIO.
- *La commission des athlètes du CIO*: la commission des athlètes du CIO est en droit de déposer une ou plusieurs candidatures à l'élection au titre de membre du CIO.
- *Les Fédérations Internationales de sports olympiques*: l'Association des Fédérations Internationales Olympiques d'été (ASOIF), l'Association des Fédérations Internationales Olympiques des Sports d'hiver (AIOWF) ainsi que toute Fédération Internationale membre de l'ASOIF ou de l'AIOWF sont en droit de déposer une ou plusieurs candidatures à l'élection au titre de membre du CIO.
- *Les Comités Nationaux Olympiques*: l'Association des Comités Nationaux Olympiques (ACNO), l'Association des Comités Nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA), les Comités Olympiques Européens (COE), le Conseil olympique d'Asie (OCA), l'Organisation Sportive Panaméricaine (ODEPA) et les Comités Nationaux d'Océanie (ONOC) ainsi que tout CNO reconnu par le CIO sont en droit de déposer une ou plusieurs candidatures à l'élection au titre de membre du CIO.



Pour être recevable, toute candidature doit être déposée en la forme écrite auprès du président du CIO. Elle doit en outre impérativement remplir les conditions fixées au paragraphe 2.2 ci-après.

2.2 Conditions devant être remplies par les candidatures

Toute personne ou organisation mentionnée au paragraphe 2.1 ci-dessus qui dépose une ou plusieurs candidatures en vue d'une élection au titre de membre du CIO en application des paragraphes 2.2.1, 2.2.2 ou 2.2.3 ci-après doit clairement indiquer, pour chaque candidature, si le candidat est proposé au titre d'athlète actif en application du paragraphe 2.2.1 ci-après, ou encore si la candidature est liée à une fonction que le candidat exerce au sein de l'une des organisations énoncées aux paragraphes 2.2.2 ou 2.2.3 ci-après.

2.2.1 Si le candidat est proposé au titre d'athlète actif au sens du paragraphe 1.1 de la règle 20, il devra être un athlète membre de la commission des athlètes du CIO. Cet athlète membre doit avoir été élu ou nommé à la commission des athlètes du CIO au plus tard lors de l'édition des Jeux de l'Olympiade ou des Jeux Olympiques d'hiver qui suit la dernière édition des Jeux à laquelle l'athlète a participé.

En déposant une ou plusieurs candidatures, la commission des athlètes du CIO veillera à respecter une proportion équitable entre les candidats athlètes de sports d'été et les candidats athlètes de sports d'hiver. Le total des membres élus à la suite de telles candidatures et siégeant simultanément au sein du CIO ne peut excéder le nombre de 15.

2.2.2 Si la candidature, telle qu'elle est proposée, est liée à une fonction au sein d'une FI ou d'une association de FI, ou d'une organisation reconnue par le CIO conformément au



paragraphe 5 de la règle 4, ce candidat devra occuper la fonction de président d'une FI, de l'ASOIF, de l'AIOWF ou d'une autre organisation reconnue, ou une fonction exécutive ou dirigeante au plus haut niveau au sein de l'une de ces organisations. Le total des membres élus à la suite de telles candidatures et siégeant simultanément au sein du CIO ne peut excéder le nombre de 15.

- 2.2.3 Si la candidature, telle qu'elle est proposée, est liée à une fonction au sein d'un CNO ou d'une association mondiale ou continentale de CNO, ce candidat devra occuper la fonction de président d'un CNO, de l'ACNO, de l'ACNOA, des COE, de l'OCA, de l'ODEPA ou de l'ONOC ou une fonction exécutive ou dirigeante au plus haut niveau au sein de l'une de ces organisations. Il ne peut y avoir plus d'un membre élu par pays sur la base de telles candidatures. Le total des membres élus à la suite de telles candidatures et siégeant simultanément au sein du CIO ne peut excéder le nombre de 15.
- 2.2.4 Toute autre proposition de candidature devra porter sur une personnalité ressortissante d'un pays dans lequel elle a son domicile ou son centre principal d'intérêts et dans lequel existe un CNO reconnu par le CIO. Il ne peut y avoir plus d'un membre élu par pays sur la base de telles candidatures. Le total des membres ainsi élus et siégeant simultanément au sein du CIO ne peut excéder le nombre de 70.

2.3 Commission des candidatures

- 2.3.1 Il sera constitué une commission des candidatures composée de sept membres, dont trois membres choisis par la commission d'éthique du CIO, trois membres par la Session du CIO, et un membre par la commission des athlètes. Les membres de la commission des candidatures sont élus pour quatre ans; ils sont rééligibles.



- 2.3.2 La commission des candidatures a pour mission d'examiner chaque candidature conformément au paragraphe 2.4.2 ci-après et d'établir à l'intention de la commission exécutive du CIO un rapport écrit sur toute candidature.
 - 2.3.3 La commission des candidatures s'organise elle-même; elle désigne son président et un secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des membres de la commission.
- 2.4 Examen des candidatures par la commission des candidatures
- 2.4.1 A la réception d'une candidature, le président du CIO la transmet au président de la commission des candidatures, lequel ordonne aussitôt l'ouverture d'un dossier. Sauf circonstances exceptionnelles, tout dossier reçu par le président de la commission des candidatures au plus tard trois mois avant la date de l'ouverture de la Session du CIO la plus proche doit être traité de sorte que la commission exécutive puisse soumettre en temps utile une proposition à ladite Session.
 - 2.4.2 A la réception d'une candidature transmise par le président du CIO, le président de la commission des candidatures en informe aussitôt tous les membres de la commission des candidatures et les consulte; la commission des candidatures recueille toutes informations utiles sur le candidat, notamment sur sa situation professionnelle et matérielle ainsi que sur sa carrière et ses activités sportives; la commission peut demander au candidat des références de personnalités auprès desquelles elle peut s'informer; la commission peut inviter le candidat pour un entretien.
 - 2.4.3 La commission vérifie l'origine de toute candidature ainsi que, le cas échéant, la qualité d'athlète actif du candidat ou la fonction à laquelle la candidature est liée.



2.4.4 Lorsqu'elle estime avoir recueilli toutes informations utiles, la commission des candidatures établit, à l'intention de la commission exécutive du CIO, un rapport écrit motivé dans lequel elle indique si, de son avis, un candidat possède ou non les qualités requises pour être élu membre du CIO. En outre, s'il s'agit d'une candidature au titre d'athlète actif en application du paragraphe 2.2.1 ci-dessus ou si la candidature est liée à une fonction au sein de l'une des organisations énoncées aux paragraphes 2.2.2 et 2.2.3 ci-dessus, la commission des candidatures l'indique dans son rapport.

2.5 Procédure devant la commission exécutive du CIO

2.5.1 La commission exécutive du CIO est seule compétente pour proposer une candidature à la Session.

2.5.2 Lors de la séance suivant la réception d'un rapport de la commission des candidatures, la commission exécutive du CIO, après avoir pris connaissance du contenu dudit rapport, décide de proposer ou de ne pas proposer le candidat à l'élection au titre de membre du CIO. La commission exécutive peut entendre le ou les candidats si elle l'estime nécessaire. En cas de proposition à l'élection, la commission exécutive soumet à la Session, au plus tard trente jours avant le début de celle-ci, une proposition écrite à laquelle est annexée le rapport de la commission des candidatures. La commission exécutive mentionne l'origine de chaque candidature et indique, le cas échéant, s'il s'agit d'une candidature au titre d'athlète actif en application du paragraphe 2.2.1 ci-dessus ou si la candidature est liée à une fonction au sein de l'une des organisations énoncées aux paragraphes 2.2.2 et 2.2.3 ci-dessus. La commission exécutive peut proposer plusieurs candidatures à l'élection d'un seul membre.



2.5.3 La procédure d'examen de candidatures proposées au titre d'athlètes actifs en application du paragraphe 2.2.1 ci-dessus pourra être accélérée et, en pareils cas, il pourra être dérogé aux délais prescrits aux paragraphes 2.4.1 et 2.5.2 ci-dessus dans la mesure nécessaire pour permettre l'élection, au titre de membres du CIO, d'athlètes nouvellement élus à la commission des athlètes du CIO.

2.6 Procédure devant la Session du CIO

2.6.1 La Session du CIO est seule compétente pour élire tout membre du CIO.

2.6.2 Toute candidature dont l'élection au titre de membre du CIO est proposée par la commission exécutive est soumise au vote de la Session; celle-ci vote au scrutin secret; sa décision est prise à la majorité des votants.

2.6.3 Le président de la commission des candidatures peut communiquer à la Session l'avis de la commission des candidatures.

2.7 Procédure de réélection

La procédure de réélection, pour une durée de huit ans, de tous les membres du CIO rééligibles à ce titre se déroule conformément aux dispositions des paragraphes 2.4, 2.5 et 2.6 ci-dessus; elle peut être accélérée et simplifiée.

2.8 Dispositions transitoires

Les droits acquis des membres du CIO dont l'élection a pris effet avant la date de l'ouverture de la 110^{ème} Session du CIO (11 décembre 1999) sont préservés comme il suit:



- 2.8.1 Tout membre du CIO dont l'élection a pris effet avant la date de l'ouverture de la 110^{ème} Session du CIO (11 décembre 1999) doit se retirer à la fin de l'année civile au cours de laquelle il atteint l'âge de 80 ans, sauf s'il a été élu avant l'année 1966. Si un membre atteint cette limite d'âge au cours de son mandat de président, vice-président ou membre de la commission exécutive du CIO, le retrait prendra effet à la fin de la prochaine Session du CIO.
- 2.8.2 Par ailleurs, les membres du CIO dont l'élection a pris effet avant la date de l'ouverture de la 110^{ème} Session du CIO. (11 décembre 1999) et non atteints par la limite d'âge selon le paragraphe 2.8.1 ci-dessus sont tous soumis à réélection par la Session du CIO, pour un tiers en 2007, pour un tiers en 2008 et pour un tiers en 2009 dans les conditions fixées au paragraphe 2.6 du présent texte d'application. La détermination des membres ainsi répartis se fera par tirage au sort pendant la 111^{ème} Session du CIO.
- 2.8.3 A l'occasion des Jeux de l'Olympiade en 2000, huit athlètes seront élus à la commission des athlètes du CIO. Les quatre membres remportant le plus grand nombre de voix seront élus pour un mandat de huit ans et les quatre membres suivants dans l'ordre des voix seront élus pour un mandat de quatre ans.
- 2.8.4 A l'occasion des Jeux Olympiques d'hiver en 2002, quatre athlètes seront élus à la commission des athlètes du CIO. Les deux membres remportant le plus grand nombre de voix seront élus pour un mandat de huit ans et les deux membres suivants dans l'ordre des voix seront élus pour un mandat de quatre ans.
- 2.8.5 Dans le cas des membres de la commission des athlètes du CIO élus en tant que membres du CIO à l'occasion de la 110^{ème} Session du CIO, leur mandat expirera immédiatement



après la cérémonie de clôture des Jeux de l'Olympiade ou des Jeux Olympiques d'hiver quatre ans après la date de leur élection en tant que membres de la commission des athlètes du CIO.

- 2.8.6 Les dispositions des paragraphes 2.1, 2.3, 2.4, 2.5.2 et 2.6.2 ci-dessus ne s'appliquent à l'élection des athlètes actifs qu'à partir du 1er janvier 2000.
- 2.8.7 Jusqu'au 31 décembre 2007, le nombre des membres du CIO peut atteindre le total de 130.

21 Organisation

Les organes du CIO sont:

- 1 la Session,
- 2 la commission exécutive,
- 3 le président.
- 4 En cas de doute quant à la détermination de la compétence de l'un ou l'autre des organes du CIO, l'expression «CIO» employée sans autre précision ou adjonction doit se comprendre comme signifiant la «Session», sous réserve des délégations de pouvoirs qui ont pu intervenir en faveur de la commission exécutive.

22 Sessions

- 1 Une assemblée générale des membres du CIO, dénommée Session, est réunie au moins une fois par an. Une Session extraordinaire est convoquée à l'initiative du président ou à la demande écrite d'au moins un tiers des membres.



- 2 Le lieu de la Session est déterminé par le CIO, celui de la Session extraordinaire par le président. Les convocations pour les Sessions ou pour les Sessions extraordinaires sont envoyées par le président au moins un mois avant la réunion, accompagnées d'un ordre du jour.
- 3 L'organisation de la Session, y compris toute question financière s'y rapportant, est régie par le «Guide pour l'organisation de réunions» et les autres communications émises à cet effet par la commission exécutive du CIO.
- 4 La Session est l'organe suprême du CIO. Elle adopte, modifie et interprète la Charte olympique. Ses décisions sont définitives. Sur proposition de la commission exécutive du CIO, elle élit les membres du CIO.
- 5 La Session peut déléguer des pouvoirs à la commission exécutive.

23 Commission exécutive

1 Composition

La commission exécutive est composée du président, de quatre vice-présidents et de dix autres membres. Le choix de ces membres reflétera la composition de la Session. Lors de chaque élection, la Session veillera au respect du principe énoncé ci-dessus.

2 Election

Tous les membres de la commission exécutive sont élus par la Session, au scrutin secret, à la majorité des votants.

3 Durée et renouvellement des mandats

3.1 La durée du mandat du président et le renouvellement de celui-ci sont fixés à la Règle 24 ci-après.



- 3.2 La durée des mandats des vice-présidents et des dix autres membres de la commission exécutive est de quatre ans. Un membre peut exercer au maximum deux mandats consécutifs à la commission exécutive, quelle que soit la fonction à laquelle il a été élu. La durée d'un mandat en tant que membre suppléant, conformément au paragraphe 4.2 ci-dessous, n'est pas prise en considération.
- 3.3 Dans le cas où un membre aurait exercé deux mandats consécutifs conformément au paragraphe 3.2 ci-dessus, il peut être élu membre de la commission exécutive après un intervalle minimum de deux ans. Cette disposition ne s'applique pas à l'élection au poste de président, pour lequel il n'y a pas de période d'attente.
- 3.4 Tous les membres de la commission exécutive commencent ou renouvellent leurs mandats à la fin de la Session qui les a élus; toutefois, dès leur élection, ils peuvent assister, avec voix consultative, aux réunions de la commission exécutive. Leurs mandats cessent à la fin de la dernière Session ordinaire qui se tient pendant l'année au cours de laquelle ils expirent.
- 3.5 Aux fins de la présente règle, il faut entendre par un «an» la période entre deux Sessions ordinaires consécutives.
- 4 Vacances
- 4.1 Le cas de vacance de la présidence est traité à la Règle 24 ci-après.
- 4.2 En cas de vacance d'un autre poste, le CIO élit en remplacement un membre lors de sa Session suivante. Ce membre termine le mandat de celui qu'il remplace. Il est alors immédiatement éligible à n'importe quel poste de la commission exécutive.



5 Pouvoirs et fonctions

La commission exécutive gère les affaires du CIO. En particulier, elle remplit les fonctions suivantes:

- 5.1 elle veille au respect de la Charte olympique;
- 5.2 elle assume la responsabilité suprême de l'administration du CIO;
- 5.3 elle approuve l'organisation interne du CIO, son organigramme et tous les règlements intérieurs relatifs à son organisation;
- 5.4 elle est responsable de la gestion des finances du CIO et prépare un rapport annuel;
- 5.5 elle présente à la Session un rapport sur toute proposition de modification de Règle ou de Texte d'application;
- 5.6 elle soumet à la Session du CIO les noms des personnes dont elle recommande l'élection au sein du CIO;
- 5.7 elle conduit la procédure d'acceptation et de sélection des candidatures à l'organisation des Jeux Olympiques;
- 5.8 elle crée et attribue les distinctions honorifiques du CIO;
- 5.9 elle établit l'ordre du jour des Sessions du CIO;
- 5.10 sur proposition du président, elle nomme le Directeur général et le Secrétaire général et prononce leur licenciement. Le président décide de leur promotion, de leurs sanctions et de leurs émoluments;
- 5.11 elle a la garde des archives du CIO;



- 5.12 elle édicte, sous la forme qu'elle estime la plus appropriée (codes, règlements, normes, directives, guides, instructions), toutes les dispositions nécessaires à la bonne mise en oeuvre de la Charte olympique et à l'organisation des Jeux Olympiques;
- 5.13 elle exécute toutes les autres tâches qui lui sont assignées par la Session.

La commission exécutive se réunit sur convocation du président, à l'initiative de ce dernier ou à la demande de la majorité de ses membres.

24 Le président

- 1 Le CIO élit, au scrutin secret, un président parmi ses membres pour une période de huit ans, renouvelable une seule fois pour quatre ans. Les candidatures sont déclarées trois mois avant la date de l'ouverture de la Session au cours de laquelle l'élection doit avoir lieu.
- 2 Sauf dans le cas prévu au paragraphe 3 ci-dessous, le président est élu par la Session qui se réunit au cours de la deuxième année de l'Olympiade.
- 3 Si le président se trouve dans l'incapacité de remplir les devoirs de sa charge, le vice-président le plus ancien dans cette fonction le remplace jusqu'à l'élection d'un nouveau président, lors de la prochaine Session du CIO. Ce nouveau président achève alors le mandat du président qu'il remplace. Le président est ensuite rééligible conformément à la première phrase du paragraphe 1 ci-dessus.
- 4 Le président préside toutes les activités du CIO et le représente de manière permanente.
- 5 Le président constitue des commissions permanentes ou ad hoc ainsi que des groupes de travail chaque fois que cela apparaît nécessaire;



il en fixe la mission et en désigne les membres; le président décide également de la dissolution de ces commissions et des groupes de travail lorsqu'il estime qu'ils ont rempli leurs mandats. Aucune réunion de commission ou de groupe de travail ne peut avoir lieu sans l'accord préalable du président du CIO. Le président est membre de droit de toutes les commissions et de tous les groupes de travail et a la préséance lorsqu'il assiste à une de leurs réunions.

Commission des athlètes

Il sera constitué une commission des athlètes dont la majorité sera formée d'athlètes élus par les athlètes participant aux Jeux Olympiques. L'élection se déroulera à l'occasion des Jeux de l'Olympiade et des Jeux Olympiques d'hiver conformément à un règlement établi par la commission exécutive du CIO, en consultation avec la commission des athlètes, et transmis aux FI et aux CNO un an avant l'édition des Jeux Olympiques au cours de laquelle l'élection aura lieu.

25 Commission d'éthique du CIO

Mesures et sanctions

- 1 Une commission d'éthique du CIO est chargée de définir et mettre à jour un cadre de principes éthiques comprenant un Code d'éthique basé sur les valeurs et les principes défendus dans la Charte olympique. En outre, elle enquête sur les plaintes déposées en relation avec la méconnaissance de ces principes éthiques, y compris les cas de violation du Code d'éthique et propose éventuellement des sanctions à la commission exécutive.
- 2 Les mesures ou sanctions qui peuvent être prises par la Session, la commission exécutive ou la commission disciplinaire ci-après mentionnée sont:

2.1 Dans le cadre du Mouvement olympique:



2.1.1 à l'égard des membres, du président d'honneur à vie, des membres honoraires et des membres d'honneur du CIO :

- a) le blâme, prononcé par la commission exécutive;
- b) la suspension pour une période déterminée prononcée par la commission exécutive. La suspension peut s'étendre à tout ou partie des droits, prérogatives et fonctions attachés à la qualité de membre.

Les sanctions peuvent être prononcées à l'égard des membres, du président d'honneur à vie, des membres honoraires ou des membres d'honneur du CIO qui, par leur comportement, portent atteinte aux intérêts du CIO.

Les mesures et sanctions prévues ci-dessus peuvent être cumulées.

Par décision de la commission exécutive, le membre, le président d'honneur à vie, le membre honoraire ou le membre d'honneur concerné peut être privé de tout ou partie des droits, prérogatives et fonctions attachés à sa qualité de membre, ce pendant toute la durée d'une enquête disciplinaire conduite à son encontre.

L'exclusion d'un membre, d'un président d'honneur à vie, d'un membre honoraire ou d'un membre d'honneur est régie par les règles 20.3.7 et 20.3.8.

2.1.2 à l'égard des FI :

- a) le retrait du programme des Jeux Olympiques:
 - d'un sport (Session),
 - d'une discipline (commission exécutive) ou
 - d'une épreuve (commission exécutive);
- b) le retrait de la reconnaissance (Session);



- 2.1.3 à l'égard des associations de FI le retrait de la reconnaissance (Session);
- 2.1.4 à l'égard des CNO:
 - a) le retrait du droit d'inscrire des concurrents aux Jeux Olympiques (commission exécutive);
 - b) la suspension (commission exécutive); en pareille hypothèse, la commission exécutive détermine dans chaque cas les conséquences pour le CNO concerné et ses athlètes;
 - c) le retrait temporaire ou permanent de la reconnaissance (Session); en cas de retrait permanent de reconnaissance, le CNO perd tous les droits qui lui sont accordés conformément à la Charte olympique;
 - d) le retrait du droit d'organiser une Session ou un Congrès olympique (Session);
- 2.1.5 à l'égard des associations de CNO: le retrait de la reconnaissance (Session);
- 2.1.6 à l'égard d'une ville hôte, d'un COJO ou d'un CNO: le retrait du droit d'organiser les Jeux Olympiques (Session).
- 2.2 Dans le cadre des Jeux Olympiques:
 - 2.2.1 à l'égard des concurrents individuels et par équipes: à titre temporaire ou permanent, la non-admission aux Jeux Olympiques ou l'exclusion de ceux-ci, la disqualification ou le retrait de l'accréditation; en cas de disqualification ou d'exclusion, les médailles et diplômes obtenus en violation de la Charte olympique seront restitués au CIO. En outre, à la discrétion de la commission exécutive du CIO, un concurrent ou une équipe peut perdre le bénéfice d'un



classement obtenu lors d'autres épreuves aux Jeux Olympiques auxquels il ou elle a été disqualifié(e) ou exclu(e); dans ce cas, les médailles et diplômes qu'il ou elle a remportés seront restitués au CIO (commission exécutive);

- 2.2.2 à l'égard des officiels, dirigeants et autres membres de toute délégation, ainsi que des arbitres et des membres du jury: à titre temporaire ou permanent, la non-admission aux Jeux Olympiques ou l'exclusion de ceux-ci (commission exécutive);
 - 2.2.3 à l'égard de toutes autres personnes accréditées: le retrait d'accréditation (commission exécutive).
 - 2.2.4 La commission exécutive du CIO peut déléguer ses pouvoirs à une commission disciplinaire.
 - 2.2.5 aucune décision prise dans le cadre des Jeux Olympiques ne pourra être remise en cause après un délai de 3 ans courant à partir du jour de la cérémonie de clôture de ces Jeux.
- 3 Avant d'appliquer une mesure ou une sanction, l'organe compétent du CIO peut prononcer un avertissement.
 - 4 Tout individu, équipe ou toute autre personne physique ou morale a le droit d'être entendu par l'organe du CIO compétent pour prendre à son égard une mesure ou une sanction. Le droit d'être entendu au sens de cette disposition comprend le droit d'être mis au courant des charges dont on fait l'objet et le droit de comparaître personnellement ou de présenter une défense par écrit.
 - 5 Toute mesure ou sanction décidée par la Session, la commission exécutive ou la commission disciplinaire susmentionnée doit être notifiée par écrit à la partie concernée.



- 6 Toutes les mesures ou sanctions entreront immédiatement en vigueur sauf si l'organe compétent en décide autrement.

26 Procédures

1 Procédure ordinaire

- 1.1 Le président ou, en son absence, le vice-président présent le plus ancien dans cette fonction, préside les Sessions et les réunions de la commission exécutive. En l'absence du président et des vice-présidents, le membre présent de la commission exécutive le plus ancien dans cette fonction préside.
- 1.2 Le quorum requis pour une Session est de la moitié du nombre total des membres du CIO, plus un. Le quorum requis pour une réunion de la commission exécutive du CIO est de huit membres.
- 1.3 Les décisions sont prises à la majorité des votants; toutefois, la majorité des deux tiers des membres du CIO présents à la Session, (ladite majorité étant composée de trente membres au moins), est requise pour toute modification des Principes fondamentaux et des Règles. Les Règles et Textes d'application modifiés entrent immédiatement en vigueur, sauf décision contraire de la Session. Une question non portée à l'ordre du jour d'une Session peut être discutée si un tiers des membres le demande, ou si le président de séance l'autorise.
- 1.4 Chaque membre dispose d'une voix. Les abstentions et bulletins blancs ou nuls ne sont pas pris en considération pour le décompte de la majorité requise. Le vote par procuration n'est pas admis. Le vote a lieu au scrutin secret si le président de séance en décide ainsi ou si un quart des membres présents au moins le demande. En cas d'égalité, le président de séance décide.



- 1.5 Les dispositions des paragraphes 1.3 et 1.4 ci-dessus sont applicables aux élections, qu'il s'agisse d'élections de personnes ou de villes hôtes. Toutefois, lorsqu'il n'y a (ou ne reste) que deux candidats, le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix est déclaré élu.
- 1.6 Tout membre du CIO doit s'abstenir de prendre part à un vote dans les circonstances suivantes:
- a) lorsque le vote porte sur l'élection d'une ville hôte des Jeux Olympiques à laquelle une ville du pays dont il est ressortissant est candidate;
 - b) lorsque le vote porte sur la détermination du lieu d'une Session, d'un Congrès olympique ou de toute autre réunion ou événement pour lesquels une ville ou toute autre collectivité publique du pays dont il est ressortissant est candidate;
 - c) lorsque le vote porte sur l'élection, en qualité de membre au sein du CIO, d'un candidat ressortissant du même pays que ce membre;
 - d) lorsque le vote porte sur l'élection, à un poste quelconque de la commission exécutive ou à toute autre fonction, d'un candidat ressortissant du même pays que ce membre;
 - e) lorsque le vote porte sur tout autre objet concernant le pays ou le CNO du pays dont il est ressortissant.

En cas de doute, le président de séance décide de la participation au vote du membre concerné.

- 1.7 Le président du CIO établit les règlements pour toutes les élections.



1.8 Toute question de procédure relative aux séances du CIO et non traitée dans la Charte olympique est tranchée par le président de séance.

1.9 Le président de séance déclare close la Session.

2 Procédure d'urgence

2.1 En cas d'urgence, le président ou la commission exécutive peut soumettre une résolution au vote par correspondance des membres du CIO en leur impartissant un délai pour se déterminer. Si le total des réponses écrites reçues dans ce délai n'est pas inférieur à la moitié du nombre total des membres plus un, et si le nombre de réponses reçues en faveur de la résolution proposée atteint la majorité requise, la résolution est adoptée. Le résultat doit être immédiatement communiqué par écrit aux membres du CIO. Pour le calcul de la majorité requise, s'il y a un doute quelconque quant à la validité formelle, - notamment en raison de retard dans le courrier ou d'autres circonstances particulières - ou matérielle d'une ou de plusieurs réponses, le président décide en dernier ressort de la validité et de la prise en compte de telles réponses.

2.2 Le président du CIO peut agir ou prendre une décision lorsque les circonstances ne permettent pas à la Session ou à la commission exécutive de le faire. De telles actions ou décisions doivent être soumises à la ratification de l'organe compétent.

2.3 Les résolutions, décisions ou actions intervenues en application de la présente procédure d'urgence ne peuvent porter sur des modifications de la Charte olympique.



27 Langues

- 1 Les langues officielles du CIO sont le français et l'anglais.
- 2 A toutes les Sessions du CIO, l'interprétation simultanée doit aussi être fournie en allemand, en espagnol, en russe et en arabe.
- 3 En cas de divergence entre les textes français et anglais de la Charte olympique et de tout autre document du CIO, le texte français fera foi sauf disposition expresse écrite contraire.

28 Ressources du CIO

- 1 Le CIO peut accepter des dons et legs et rechercher toutes autres ressources lui permettant de remplir ses tâches. Il perçoit des revenus provenant de l'exploitation de droits, y compris des droits de télévision, ainsi que de la célébration des Jeux Olympiques.
- 2 Le CIO peut accorder une part des revenus provenant de l'exploitation des droits de télévision aux FI, aux CNO y compris la Solidarité olympique, et aux COJO.

Chapitre 3

Les Fédérations Internationales

29 Reconnaissance des FI

Dans le but de promouvoir le Mouvement olympique, le CIO peut reconnaître au titre de FI des organisations internationales non-gouvernementales administrant un ou plusieurs sports au plan mondial et comprenant des organisations administrant ces sports au niveau national. Pour être reconnues, ces organisations doivent adopter et appliquer le Code mondial antidopage. La reconnaissance des FI nouvellement reconnues par le CIO reste provisoire durant une période de deux ans ou toute autre période fixée par la commission exécutive du CIO. A l'expiration de cette période, la reconnaissance devient automatiquement caduque faute de confirmation définitive accordée par écrit par le CIO. En ce qui concerne le rôle des FI au sein du Mouvement olympique, leurs statuts, leurs pratiques et leurs activités doivent être conformes à la Charte olympique. Cela étant, chaque FI conserve son indépendance et son autonomie dans l'administration de son sport.

30 Rôle des FI

- 1 Le rôle des FI est de:
 - 1.1 établir et mettre en vigueur, en conformité avec l'esprit olympique, les règles relatives à la pratique de leurs sports respectifs et veiller à leur application;
 - 1.2 assurer le développement de leur sport dans le monde entier;
 - 1.3 contribuer à la réalisation des buts fixés dans la Charte olympique, notamment par la diffusion de l'Olympisme et de l'éducation olympique;
 - 1.4 établir leurs critères d'admission aux compétitions des Jeux Olympiques en conformité avec la Charte olympique et les soumettre à l'approbation du CIO;



- 1.5 assumer la responsabilité du contrôle et de la direction techniques de leurs sports aux Jeux Olympiques et aux jeux patronnés par le CIO;
 - 1.6 fournir une assistance technique pour la mise en oeuvre pratique du programme de la Solidarité olympique.
- 2 De plus, les FI peuvent:
- 2.1 formuler des propositions à l'intention du CIO en ce qui concerne la Charte olympique et le Mouvement olympique en général, y compris l'organisation et le déroulement des Jeux Olympiques;
 - 2.2 donner leurs avis sur les candidatures à l'organisation des Jeux Olympiques, notamment sur les moyens techniques des villes candidates;
 - 2.3 collaborer à la préparation des Congrès olympiques;
 - 2.4 participer, sur la demande du CIO, aux activités des commissions du CIO.

Chapitre 4

Les Comités Nationaux Olympiques (CNO)

31 Mission et rôle des CNO*

- 1 La mission des CNO est de développer et de protéger le Mouvement olympique dans leurs pays respectifs, conformément à la Charte olympique.
- 2 Les CNO:
 - 2.1 propagent les principes fondamentaux de l'Olympisme au niveau national dans le cadre de l'activité sportive et contribuent, entre autres, à la diffusion de l'Olympisme dans les programmes d'enseignement de l'éducation physique et du sport dans les établissements scolaires et universitaires. Ils veillent à la création d'institutions qui se consacrent à l'éducation olympique.

Ils veillent notamment à la création et aux activités des Académies nationales olympiques, de musées olympiques et de programmes culturels en relation avec le Mouvement olympique;
 - 2.2 assurent le respect de la Charte olympique dans leur pays;
 - 2.3 encouragent le développement du sport de haut niveau ainsi que du sport pour tous;
 - 2.4 aident à la préparation des cadres sportifs notamment en organisant des stages, et s'assurent que ces stages contribuent à la propagation des principes fondamentaux de l'Olympisme;
 - 2.5 s'engagent à agir contre toute forme de discrimination et de violence dans le sport;
 - 2.6 doivent lutter contre l'usage de substances et procédés interdits par le CIO ou les FI, notamment en intervenant auprès des autorités compétentes de leur pays pour que tous les contrôles médicaux puissent être effectués dans les meilleures conditions.



- 3 Les CNO ont compétence exclusive pour la représentation de leurs pays respectifs aux Jeux Olympiques et aux compétitions multi-sports régionales, continentales ou mondiales patronnées par le CIO. En outre, chaque CNO a l'obligation de participer aux Jeux de l'Olympiade en y envoyant des athlètes.
- 4 Les CNO ont le pouvoir de désigner la ville qui peut présenter sa candidature à l'organisation des Jeux Olympiques dans leurs pays respectifs.
- 5 Les CNO doivent œuvrer pour maintenir des relations d'harmonie et de coopération avec les organismes gouvernementaux concernés; ils doivent en outre contribuer efficacement à l'établissement de programmes destinés à la promotion du sport à tous les niveaux. En tout état de cause, le sport contribuant à l'éducation, à la santé, à l'économie et à l'ordre social, il est souhaitable que les CNO bénéficient du soutien des pouvoirs publics pour la réalisation de leurs objectifs. Toutefois, les CNO doivent préserver leur autonomie et résister à toutes les pressions, y compris celles d'ordre politique, religieux ou économique, qui peuvent les empêcher de se conformer à la Charte olympique.
- 6 Les CNO ont le droit de:
 - 6.1 formuler des propositions à l'intention du CIO en ce qui concerne la Charte olympique et le Mouvement olympique en général, y compris l'organisation et le déroulement des Jeux Olympiques;
 - 6.2 donner leurs avis sur les candidatures à l'organisation des Jeux Olympiques;
 - 6.3 collaborer à la préparation des Congrès olympiques;
 - 6.4 participer, sur la demande du CIO, aux activités des commissions du CIO.



- 7 Le CIO aide les CNO à accomplir leur mission par ses divers services et par la Solidarité olympique.
- 8 Pour remplir leur mission, les CNO peuvent coopérer avec des organismes gouvernementaux ou non-gouvernementaux. Ils ne doivent cependant jamais s'associer à une activité quelconque qui serait en contradiction avec la Charte olympique.
- 9 En dehors des mesures et sanctions prévues en cas de transgression de la Charte olympique, le CIO peut, après l'avoir entendu, suspendre un CNO ou lui retirer sa reconnaissance:
 - 9.1 si l'activité de ce CNO est entravée par l'effet de dispositions légales ou réglementaires en vigueur dans le pays concerné ou par des actes d'autres entités, sportives ou non, dans ce pays;
 - 9.2 si la formation ou l'expression de la volonté des fédérations nationales ou d'autres entités membres de ce CNO ou représentées en son sein sont entravées par l'effet de dispositions légales ou réglementaires en vigueur dans le pays concerné ou par des actes d'autres entités, sportives ou non, dans ce pays.

32 Composition des CNO*

- 1 Quelle que soit leur composition, les CNO doivent comprendre:
 - 1.1 les membres du CIO dans leur pays s'il y en a. Ceux-ci ont le droit de vote aux assemblées générales du CNO. En outre, les membres du CIO dans leur pays, s'il y en a, mentionnés aux paragraphes 2.2.1 et 2.2.4 du texte d'application pour la règle 20 sont membres de droit de l'organe exécutif du CNO, au sein duquel ils ont le droit de vote.
 - 1.2 toutes les fédérations nationales affiliées aux FI régissant des sports inclus dans le programme des Jeux Olympiques, ou les



représentants qu'elles désignent (avec un minimum de cinq fédérations nationales de cette sorte). La preuve doit être apportée que ces fédérations nationales exercent une activité sportive réelle et spécifique dans leur pays et sur le plan international, notamment en organisant et en participant à des compétitions et en mettant en oeuvre des programmes de formation d'athlètes. Un CNO ne peut reconnaître plus d'une fédération nationale pour chaque sport régi par une telle FI. En outre, ces fédérations nationales ou les représentants choisis par elles doivent constituer la majorité votante du CNO et de son organe exécutif.

- 1.3 des athlètes actifs ou d'anciens athlètes ayant pris part à des Jeux Olympiques; toutefois, ces derniers doivent se retirer en cette qualité au plus tard à la fin de la troisième Olympiade suivant les derniers Jeux Olympiques auxquels ils ont participé.
- 2 Les CNO peuvent comprendre comme membres:
 - 2.1 des fédérations nationales affiliées aux FI reconnues par le CIO et dont les sports ne sont pas inclus dans le programme des Jeux Olympiques;
 - 2.2 des groupements multi-sports et autres organisations à vocation sportive ou leurs représentants, ainsi que des personnes possédant la nationalité du pays et susceptibles de renforcer l'efficacité du CNO ou ayant rendu des services éminents à la cause du sport et de l'Olympisme.
- 3 S'agissant de questions concernant les Jeux Olympiques, seuls les votes exprimés par l'organe exécutif du CNO et par les fédérations nationales affiliées aux FI régissant des sports inclus dans le programme des Jeux Olympiques sont pris en considération.
- 4 Les gouvernements ou autres autorités publiques ne désignent aucun des membres du CNO. Toutefois, un CNO peut décider, à sa discrétion, d'élire comme membres des représentants de ces autorités.



- 5 Toute organisation doit, avant d'exister en tant que CNO et d'avoir le droit d'en porter le titre, être reconnue par le CIO. Cette reconnaissance ne peut être octroyée qu'à une organisation dont la juridiction coïncide avec les limites du pays dans lequel elle est établie et a son siège.

Texte d'application pour les Règles 31 et 32

1

- 1.1 Pour être reconnu par le CIO, un candidat CNO doit remplir toutes les conditions prescrites dans la Règle 32. En pareil cas, le candidat CNO doit soumettre à l'approbation du CIO deux exemplaires en langue française ou anglaise de ses statuts. Le candidat CNO doit obtenir de chaque FI à laquelle est affiliée une fédération nationale membre de ce candidat CNO, une attestation certifiant au CIO que ladite fédération nationale est membre en bonne et due forme de la FI concernée.
- 1.2 Chaque candidat CNO dont les statuts ont été approuvés par le CIO lui en enverra une copie accompagnée d'une demande de reconnaissance et d'une liste des membres de son organe exécutif, ces trois pièces étant certifiées conformes par son président et son secrétaire général.
- 2 Les statuts de chaque CNO doivent être en tout temps conformes à la Charte olympique et s'y référer expressément. S'il y a doute quant à la portée ou à l'interprétation des statuts d'un CNO, ou s'il y a contradiction entre ces statuts et la Charte olympique, cette dernière prévaut.
- 3 Tout changement ultérieur des statuts tels qu'approuvés dans leur forme originale par le CIO sera également communiqué à celui-ci, avec une demande d'approbation. Des copies des procès-verbaux de réunions au



cours desquelles il a été procédé à des élections ou à des remplacements de membres doivent être adressées au CIO. Toutes ces pièces doivent être certifiées conformes par le président et le secrétaire général du CNO.

- 4 L'assemblée générale d'un CNO doit se réunir au moins une fois par an.
- 5 Les membres de l'organe exécutif d'un CNO doivent être renouvelés au moins tous les quatre ans, au cours d'une réunion de l'assemblée générale dont l'ordre du jour comprend ce renouvellement.
- 6 Les membres des CNO, à l'exception de ceux qui se consacrent à l'administration du sport, n'accepteront ni salaire, ni gratification d'aucune nature en raison de leurs fonctions. Ils pourront toutefois être remboursés de leurs frais de transport, de séjour et d'autres dépenses justifiées imposées par l'exercice de leurs fonctions.
- 7 Les CNO qui cessent d'être reconnus par le CIO, à titre temporaire ou permanent, perdent de ce fait tous les droits qui leur ont été conférés par le CIO, notamment ceux:
 - 7.1 de s'intituler «Comité National Olympique»;
 - 7.2 d'utiliser leurs emblèmes olympiques;
 - 7.3 de bénéficier de l'action de la Solidarité olympique;
 - 7.4 de participer aux activités dirigées ou patronnées par le CIO (y compris des Jeux régionaux);
 - 7.5 d'envoyer des concurrents, officiels ou autre personnel d'équipe aux Jeux Olympiques;
 - 7.6 de faire partie de toute association de CNO.



8 Les CNO accomplissent les missions ci-après:

- 8.1 Ils doivent constituer, organiser et diriger leurs délégations respectives aux Jeux Olympiques et aux compétitions multi-sports régionales, continentales ou mondiales patronnées par le CIO. Ils décident de l'inscription des athlètes proposés par leurs fédérations nationales respectives. Cette sélection devra se baser non seulement sur les performances sportives d'un athlète, mais également sur son aptitude à servir d'exemple à la jeunesse sportive de son pays. Les CNO doivent s'assurer que les engagements proposés par les fédérations nationales soient conformes à tous égards à la Charte olympique.
- 8.2 Ils pourvoient à l'équipement, au transport et au logement des membres de leurs délégations. Ils contractent pour celles-ci une assurance adéquate couvrant les risques de décès, d'invalidité, de maladie, les frais médicaux et pharmaceutiques et leur responsabilité vis-à-vis des tiers. Ils sont responsables du comportement des membres de leurs délégations.
- 8.3 Ils ont le pouvoir unique et exclusif de prescrire et de déterminer les tenues et les uniformes à porter, et l'équipement à utiliser, par les membres de leur délégation à l'occasion des Jeux Olympiques et pour toutes les compétitions sportives et cérémonies qui y sont liées.

Cette compétence exclusive ne s'étend pas à l'équipement spécialisé utilisé par des athlètes de leur délégation durant les compétitions sportives proprement dites. A cet effet, on entend par équipement spécialisé, l'équipement reconnu par le CNO concerné comme ayant une incidence matérielle sur la performance des athlètes, en raison de leurs caractéristiques techniques particulières. Toute publicité en relation avec ces équipements spécialisés doit être soumise à l'approbation du CNO concerné s'il y est fait, clairement ou implicitement, référence aux Jeux Olympiques.



- 9 Il est recommandé aux CNO:
- 9.1 d'organiser régulièrement (si possible chaque année) une Journée ou une Semaine olympique destinée à promouvoir le Mouvement olympique;
 - 9.2 d'inclure dans leurs activités la promotion de la culture et des arts dans le domaine du sport et de l'Olympisme;
 - 9.3 de participer aux programmes de la Solidarité olympique;
 - 9.4 de rechercher des sources de financement qui leur permettent de maintenir leur autonomie à tous égards. La collecte des fonds doit cependant être faite en conformité avec la Charte olympique et de manière à ne pas entamer la dignité et l'indépendance du CNO concerné.

33 Les fédérations nationales

Pour être reconnue par un CNO et acceptée comme membre de ce CNO, une fédération nationale doit exercer une activité sportive réelle et spécifique, être affiliée à une FI reconnue par le CIO et conduire ses activités conformément à la Charte olympique et aux règles de sa FI.

34 Pays et nom d'un CNO

- 1 Dans la Charte olympique, l'expression «pays» signifie un Etat indépendant reconnu par la communauté internationale.
- 2 La dénomination d'un CNO doit correspondre aux limites territoriales et à la tradition de son pays et être approuvée par le CIO.



35 Drapeau, emblème et hymne

Le drapeau, l'emblème et l'hymne adoptés par un CNO pour être utilisés en relation avec ses activités, y compris les Jeux Olympiques, doivent être approuvés par la commission exécutive du CIO.

Chapitre 5

Les Jeux Olympiques

I ORGANISATION ET ADMINISTRATION DES JEUX OLYMPIQUES

36 Célébration des Jeux Olympiques*

- 1 Les Jeux de l'Olympiade ont lieu au cours de la première année de l'Olympiade qu'ils célèbrent.
- 2 A partir de 1994, année des XVIIes Jeux Olympiques d'hiver, les Jeux Olympiques d'hiver ont lieu au cours de la deuxième année civile suivant celle au cours de laquelle a débuté une Olympiade.
- 3 L'honneur d'être hôte des Jeux Olympiques est confié par le CIO à une ville qui est désignée comme ville hôte des Jeux Olympiques.
- 4 L'époque de l'année à laquelle les Jeux Olympiques doivent avoir lieu doit être proposée à l'approbation de la commission exécutive du CIO par les villes candidates, avant l'élection de la ville hôte.
- 5 La non-célébration des Jeux Olympiques au cours de l'année dans laquelle ils doivent se tenir entraîne l'annulation des droits de la ville hôte.

Texte d'application pour la Règle 36

La durée des compétitions des Jeux de l'Olympiade et des Jeux Olympiques d'hiver ne doit pas dépasser seize jours. Si aucune compétition n'est prévue pour les dimanches ou les jours fériés, la durée des Jeux Olympiques peut être prolongée en conséquence avec l'accord de la commission exécutive du CIO.

37 Election de la ville hôte*

- 1 L'élection de toute ville hôte est la prérogative du seul CIO.



- 2 Seule une ville dont la candidature est approuvée par le CNO de son pays peut poser sa candidature à l'organisation des Jeux Olympiques. La demande d'organisation des Jeux Olympiques doit être faite au CIO par l'autorité officielle de la ville concernée avec l'approbation du CNO. L'autorité officielle de la ville et le CNO doivent garantir que les Jeux Olympiques seront organisés à la satisfaction du CIO et dans les conditions requises par lui. Au cas où plusieurs villes d'un même pays seraient candidates pour l'organisation des mêmes Jeux Olympiques, il appartient au CNO de décider celle qui sera proposée à l'élection.
- 3 Les villes dont les candidatures ont été approuvées par leur CNO devront se soumettre aux règles prévues dans le texte d'application ci-après.
- 4 L'organisation des Jeux Olympiques ne sera pas confiée à une ville si celle-ci n'a pas remis au CIO un document établi par le gouvernement du pays considéré, dans lequel ledit gouvernement garantit au CIO que le pays respectera la Charte olympique.
- 5 Toute ville posant sa candidature à l'organisation des Jeux Olympiques doit s'engager par écrit à respecter les conditions prescrites aux villes candidates établies par la commission exécutive du CIO ainsi que les normes techniques prescrites par la FI de chaque sport inclus dans le programme des Jeux Olympiques. La commission exécutive du CIO fixera, en outre, la procédure à suivre par les villes candidates.
- 6 Toute ville candidate doit fournir des garanties financières jugées satisfaisantes par la commission exécutive du CIO. De telles garanties peuvent émaner de la ville elle-même, de collectivités publiques locales, régionales ou nationales, de l'Etat ou de tiers. Le CIO doit faire connaître six mois au moins avant le début de la Session du CIO décidant de l'attribution des Jeux Olympiques en cause, la nature, la forme et le contenu exact des garanties requises.
- 7 L'élection portant désignation de la ville hôte a lieu dans un pays n'ayant pas de ville candidate à l'organisation des Jeux Olympiques en cause, une fois le rapport de la commission d'évaluation pour les villes



candidates dûment considéré. Sauf circonstances exceptionnelles, cette élection doit intervenir sept ans avant l'année du déroulement des Jeux Olympiques.

- 8 Le CIO conclut avec la ville hôte et le CNO de son pays un contrat écrit qui fixe le détail des obligations leur incombant. Ce contrat est signé immédiatement après l'élection de la ville hôte.

Texte d'application pour la Règle 37

- 1 A compter du jour où la demande de candidature est soumise au CIO, le CNO supervisera les activités et la conduite de sa ville en relation avec la candidature de ladite ville à l'organisation d'une édition des Jeux Olympiques, et en sera conjointement responsable.
- 2 Toutes les villes demandant à être candidates à l'organisation d'une édition des Jeux Olympiques seront soumises à une procédure d'acceptation des candidatures, menée sous l'autorité de la commission exécutive du CIO qui en détermine les modalités. La commission exécutive du CIO désignera les villes qui seront acceptées comme villes candidates.
- 3 Les candidatures des villes candidates à l'organisation des Jeux Olympiques seront examinées par une commission d'évaluation pour les villes candidates.
- 4 Deux commissions d'évaluation pour les villes candidates sont désignées par le président du CIO. Elles sont composées notamment:
 - pour les Jeux de l'Olympiade, de trois membres représentant les FI, trois membres représentant les CNO, quatre membres du CIO, un membre proposé par la commission des athlètes, un membre représentant le Comité International Paralympique (IPC), ainsi que de spécialistes dont les conseils peuvent être utiles; et



- pour les Jeux Olympiques d'hiver, de deux membres représentant les FI, deux membres représentant les CNO, trois membres du CIO, un membre proposé par la commission des athlètes, un membre représentant l'IPC, ainsi que de spécialistes dont les conseils peuvent être utiles.

Le président de chaque commission d'évaluation pour les villes candidates est l'un des membres du CIO. Ces commissions doivent étudier les candidatures de toutes les villes candidates, inspecter les sites et soumettre un rapport écrit au CIO sur toutes les candidatures au plus tard deux mois avant la date d'ouverture de la Session au cours de laquelle la ville hôte des Jeux Olympiques sera élue.

Aucun membre de ces commissions ne pourra être ressortissant d'un pays ayant une ville candidate à l'organisation des Jeux Olympiques concernés.

- 5 La commission exécutive du CIO arrêtera, à partir du rapport de ladite commission d'évaluation, la liste des villes candidates qui seront soumises au vote de la Session du CIO.

38 Site des Jeux Olympiques

- 1 Tous les sports doivent se dérouler dans la ville hôte des Jeux Olympiques sauf si celle-ci obtient du CIO le droit d'organiser certaines épreuves dans d'autres villes ou sites situés dans le même pays. Toute requête à cet effet doit être présentée par écrit au CIO au plus tard avant la visite de la commission d'évaluation pour les villes candidates. Les cérémonies d'ouverture et de clôture doivent être organisées dans la ville hôte même.
- 2 Pour les Jeux Olympiques d'hiver, lorsque pour des raisons géographiques ou topographiques, il est impossible d'organiser certaines épreuves ou disciplines d'un sport dans le pays d'une ville hôte, le CIO peut, à titre exceptionnel, en autoriser le déroulement dans un pays limitrophe.



- 3 Le CNO, le COJO et la ville hôte veilleront à ce qu'aucune autre réunion ou manifestation importante, nationale ou internationale, ne se tienne dans la ville hôte même, dans ses environs ou dans les autres sites de compétition pendant les Jeux Olympiques ou pendant la semaine qui les précède ou celle qui les suit, sans le consentement de la commission exécutive du CIO.

39 Comité d'organisation

- 1 L'organisation des Jeux Olympiques est confiée par le CIO au CNO du pays de la ville hôte ainsi qu'à la ville hôte même. Le CNO constituera dans ce but un Comité d'organisation (COJO) qui, dès le moment de sa constitution, communique directement avec le CIO, dont il reçoit les instructions.
- 2 Le COJO doit être doté de la personnalité juridique.
- 3 L'organe exécutif du COJO doit comprendre:
 - le ou les membres du CIO dans le pays;
 - le président et le secrétaire général du CNO;
 - au moins un membre représentant la ville hôte et désigné par celle-ci.

L'organe exécutif peut aussi comprendre des représentants des autorités publiques ainsi que d'autres personnalités.

- 4 Dès sa constitution et jusqu'à la fin de sa liquidation, le COJO a l'obligation de conduire toutes ses activités conformément à la Charte olympique, au contrat conclu entre le CIO, le CNO et la ville hôte, ainsi qu'aux instructions de la commission exécutive du CIO.



- 5 En cas de violation des règles prescrites ou de manquement aux engagements souscrits, le CIO est en droit de retirer - en tout temps et avec effet immédiat - l'organisation des Jeux Olympiques à la ville hôte, au COJO et au CNO, sans préjudice de la réparation des dommages ainsi causés au CIO.

40 Responsabilités

Le CNO, le COJO et la ville hôte sont conjointement et solidairement responsables de tous les engagements contractés individuellement ou collectivement en relation avec l'organisation et le déroulement des Jeux Olympiques, sauf pour ce qui concerne la responsabilité financière de l'organisation et du déroulement de ces Jeux laquelle sera entièrement assumée conjointement et solidairement par la ville hôte et le COJO, sans préjudice de toute responsabilité de toute autre partie, en particulier telle que pouvant découler de toute garantie fournie conformément à la Règle 37, paragraphe 6. Le CIO n'encourra aucune responsabilité financière quelle qu'elle soit à cet égard.

41 Liaison entre les CNO et le COJO*

- 1 Attachés
 - 1.1 Afin de faciliter la coopération entre le COJO et les CNO, un attaché peut être nommé par chaque CNO après consultation du COJO.
 - 1.2 L'attaché sert d'intermédiaire entre le COJO et son CNO et doit être en contact permanent avec ces deux comités aux fins d'aider à résoudre les problèmes de voyage, de logement ou autres.
 - 1.3 Pendant la période des Jeux Olympiques, l'attaché doit être accrédité comme membre hors quota de la délégation de son CNO. L'attaché peut être de nationalité autre que celle du pays hôte.



2 Chefs de mission

- 2.1 Pendant la période des Jeux Olympiques, les concurrents, officiels et autre personnel d'équipe d'un CNO sont placés sous la responsabilité d'un chef de mission, désigné par son CNO, et dont la tâche - indépendamment de toute autre fonction qui lui est assignée par son CNO - est d'être en liaison avec le CIO, les FI et le COJO.
- 2.2 Le chef de mission réside au village olympique et a accès aux installations médicales ainsi qu'à celles d'entraînement et de compétition de même qu'aux centres des médias et à l'hôtel de la famille olympique.

3 Commission de coordination

- 3.1 Afin d'améliorer l'organisation des Jeux Olympiques et la coopération entre le CIO, le COJO, les FI et les CNO, le président du CIO, créera, dès que possible après la désignation de la ville hôte des Jeux Olympiques, une commission de coordination chargée de gérer et d'instaurer les relations de travail entre ces parties. Cette commission qui devra comprendre des représentants du CIO, des FI, des CNO et un représentant des athlètes, supervisera l'état d'avancement des travaux du COJO, passera en revue et examinera tous les grands dossiers liés à l'organisation des Jeux Olympiques, prêter assistance au COJO, aidera à établir la liaison entre le COJO d'une part et le CIO, les FI et les CNO d'autre part, videra les controverses qui pourraient surgir entre les parties et exercera tout autre pouvoir qui lui sera conféré par la commission exécutive du CIO.
- 3.2 Pour toute question qu'elle estime être dans l'incapacité de résoudre, ou pour laquelle l'une des parties, quelle qu'elle soit, refuse d'agir conformément à sa décision, la commission de coordination devra signaler ce point et les circonstances y afférentes à la commission exécutive du CIO qui prendra la décision finale.



- 3.3 Durant les Jeux Olympiques, les compétences de la commission de coordination seront exercées par la commission exécutive du CIO et le président de la commission de coordination pourra être invité à assister aux réunions de coordination journalières avec le COJO.

Texte d'application pour la Règle 41

Le mandat de la commission de coordination est le suivant:

- 1 S'assurer que toutes les FI et tous les CNO sont tenus pleinement informés, par l'intermédiaire du COJO, et, le cas échéant, par la commission de coordination de sa propre initiative, de tout développement lié aux Jeux Olympiques.
- 2 S'assurer que la commission exécutive du CIO est tenue pleinement informée des opinions exprimées par le COJO, les FI et les CNO sur des questions ayant trait aux Jeux Olympiques.
- 3 Examiner, après consultation de la commission exécutive du CIO et du COJO, les domaines dans lesquels peut s'instaurer une coopération bénéfique entre les CNO, notamment en ce qui concerne le transport aérien, le frêt, la location de logements pour des officiels supplémentaires, les procédures d'attribution de billets aux FI, aux CNO et aux agences de voyages désignées.
- 4 Suggérer au COJO et arrêter, sous réserve de l'approbation de la commission exécutive du CIO:
 - 4.1 les dispositions pour le logement et les installations au village olympique et sur les sites de compétition et d'entraînement;
 - 4.2 les frais de participation, de logement et des services y afférents que devra fournir le COJO;



- 4.3 les modalités pour le transport et le logement des participants et des officiels et les autres questions concernant, à son avis, le bien-être des concurrents et des officiels ainsi que leur aptitude à exercer les fonctions requises durant les Jeux Olympiques.
- 5 Inspecter les installations de compétition, d'entraînement et autres et faire rapport sur toute question qu'elle n'aura pu résoudre à la commission exécutive du CIO.
- 6 S'assurer que le COJO répond de façon appropriée aux attentes des chefs de mission.
- 7 Créer des groupes de travail spécialisés ou nommer des experts, sous réserve de l'accord de la commission exécutive du CIO, dans le but d'examiner des domaines précis liés à l'organisation des Jeux Olympiques et d'adresser des recommandations à la commission de coordination sur les améliorations qu'elle devrait apporter.
- 8 Effectuer, après les Jeux Olympiques, une analyse portant sur l'organisation de ceux-ci et faire rapport à ce sujet à la commission exécutive du CIO.

42 Village olympique*

- 1 Dans le but de réunir dans un même lieu tous les concurrents, officiels et autre personnel d'équipe, le COJO doit aménager un village olympique pour une période qui sera déterminée par la commission exécutive du CIO. Le village olympique doit répondre aux exigences stipulées dans le «Guide du village olympique» établi par la commission exécutive du CIO.
- 2 Les contingents pour les officiels et autre personnel d'équipe logés au village olympique figurent dans le «Guide d'inscription aux compétitions sportives et d'accréditation» établi par la commission exécutive du CIO.



Texte d'application pour la Règle 42

- 1 Au cas où le CIO autoriserait le COJO à faire disputer des épreuves dans tout autre lieu que la ville hôte, la commission exécutive du CIO peut exiger que le COJO fournisse des logements, services et installations équivalents à ceux décrits dans le «Guide du village olympique».
- 2 Le COJO. prendra à sa charge tous les frais de séjour (logement et repas) des concurrents, des officiels et autre personnel d'équipe dans le village olympique et les autres lieux de logements tels que requis ci-dessus ainsi que leurs frais de transports locaux.

43 Locaux et installations pour les FI régissant les sports inclus dans le programme des Jeux Olympiques

A l'occasion des Jeux Olympiques, le COJO doit procurer, à ses frais, aux FI régissant les sports inclus dans le programme desdits Jeux, les locaux et les installations nécessaires au traitement de questions d'ordre technique.

En outre, le COJO doit procurer aux FI, à leur demande, à leurs frais et moyennant l'approbation de la commission exécutive du CIO, les installations administratives, techniques et d'hébergement leur permettant de tenir dans la ville hôte des Jeux Olympiques leurs congrès et autres réunions.

44 Programme culturel*

- 1 Le COJO doit organiser un programme de manifestations culturelles qui doit être soumis à la commission exécutive du CIO pour son approbation préalable.
- 2 Ce programme doit servir à promouvoir les relations harmonieuses, la compréhension mutuelle et l'amitié entre les participants et les autres personnes assistant aux Jeux Olympiques.



Texte d'application pour la Règle 44

- 1 Le programme culturel doit comprendre:
 - 1.1 des manifestations culturelles organisées dans le village olympique et symbolisant l'universalité et la diversité de la culture humaine;
 - 1.2 d'autres manifestations ayant le même but, se déroulant principalement dans la ville hôte, un certain nombre de places assises devant être réservées gratuitement aux participants accrédités par le CIO.
- 2 Le programme culturel doit couvrir au moins toute la période d'ouverture du village olympique.

II PARTICIPATION AUX JEUX OLYMPIQUES

45 Code d'admission*

Pour être admis à participer aux Jeux Olympiques, un concurrent, un entraîneur, un instructeur ou un officiel doit se conformer à la Charte olympique ainsi qu'aux règles de la FI concernée telles qu'approuvées par le CIO; et le concurrent, l'entraîneur ou l'officiel doit être inscrit par son CNO. Ces personnes doivent notamment:

- respecter l'esprit de fair-play et de non-violence et se comporter en conséquence sur le terrain de sport; et
- respecter le Code mondial antidopage et se conformer à tous ses aspects.



Texte d'application pour la Règle 45

- 1 Chaque FI fixe les critères d'admission propres à son sport, en conformité avec la Charte olympique. Ces critères doivent être soumis à l'approbation de la commission exécutive du CIO.
- 2 L'application des critères d'admission incombe aux FI, aux fédérations nationales qui leur sont affiliées et aux CNO dans les domaines de leurs responsabilités respectives.
- 3 Sauf autorisation de la commission exécutive du CIO, aucun concurrent, entraîneur, instructeur ni officiel aux Jeux Olympiques ne doit permettre que sa personne, son nom, son image ou ses performances sportives soient exploités à des fins publicitaires durant les Jeux Olympiques.
- 4 L'inscription ou la participation d'un concurrent aux Jeux Olympiques ne peut être conditionnée à aucune contrepartie financière.

46 Nationalité des concurrents*

- 1 Tout concurrent aux Jeux Olympiques doit être ressortissant du pays du CNO qui l'inscrit.
- 2 Tout litige relatif à la détermination du pays qu'un concurrent peut représenter aux Jeux Olympiques sera tranché par la commission exécutive du CIO.

Texte d'application pour la Règle 46

- 1 Un concurrent qui est simultanément ressortissant de deux ou plusieurs pays peut représenter l'un d'entre eux, à son choix. Toutefois, après avoir représenté un pays aux Jeux Olympiques, à des jeux continentaux ou



régionaux, ou à des championnats mondiaux ou régionaux reconnus par la FI compétente, il ne peut représenter un autre pays s'il ne remplit pas les conditions prévues au paragraphe 2 ci-après qui s'appliquent aux personnes ayant changé de nationalité ou acquis une nouvelle nationalité.

- 2 Un concurrent qui a représenté un pays aux Jeux Olympiques, à des jeux continentaux ou régionaux, ou à des championnats mondiaux ou régionaux reconnus par la FI compétente, et qui a changé de nationalité ou acquis une nouvelle nationalité, peut participer aux Jeux Olympiques pour y représenter son nouveau pays à condition qu'un délai d'au moins trois ans se soit écoulé depuis que le concurrent a représenté son ancien pays pour la dernière fois. Cette période peut être réduite ou même supprimée, avec l'accord des CNO et de la FI concernés, par la commission exécutive du CIO qui prendra en compte les circonstances de chaque cas.
- 3 Si un pays associé, une province ou un département d'outre-mer, un pays ou une colonie acquiert son indépendance, ou si un pays est incorporé à un autre en raison d'une modification de frontière, ou si un nouveau CNO est reconnu par le CIO, un concurrent peut continuer à représenter le pays auquel il appartient ou appartenait. Cependant, il peut, s'il le préfère, choisir de représenter son pays ou être inscrit aux Jeux Olympiques par son nouveau CNO s'il en existe un. Ce choix particulier ne peut être fait qu'une fois.
- 4 Dans tous les autres cas non expressément traités dans le présent texte d'application, notamment ceux dans lesquels un concurrent serait en mesure de représenter un autre pays que celui dont il est ressortissant ou d'avoir le choix quant au pays qu'il entend représenter, la commission exécutive du CIO pourra prendre toute décision de nature générale ou individuelle, et notamment émettre des exigences particulières relatives à la nationalité, à la citoyenneté, au domicile ou à la résidence des concurrents, y compris la durée de tout délai d'attente.



47 Limite d'âge

Il ne peut y avoir pour les concurrents aux Jeux Olympiques aucune limite d'âge autre que celles stipulées pour des raisons de santé dans les règles de compétition d'une FI.

48 Code mondial antidopage et commission médicale

1 Code mondial antidopage

Le Code mondial antidopage est obligatoire pour l'ensemble du Mouvement olympique.

2 Commission médicale

2.1 Le président du CIO nomme une commission médicale dont l'acte de mission comprendra les obligations suivantes, conformément aux instructions de la commission exécutive du CIO:

2.1.1 appliquer le Code mondial antidopage, notamment à l'occasion des Jeux Olympiques; et

2.1.2 élaborer des directives relatives aux soins médicaux et à la santé des athlètes.

2.2 Les membres de la commission médicale n'auront aucun rôle médical quel qu'il soit au sein de la délégation d'un CNO pendant les Jeux Olympiques ni ne participeront aux délibérations relatives au non-respect du Code mondial antidopage par des membres de leur délégation nationale respective.



49 Inscriptions*

- 1 Seuls des CNO reconnus par le CIO peuvent inscrire des concurrents aux Jeux Olympiques. Le droit d'acceptation définitive des inscriptions appartient à la commission exécutive du CIO.
- 2 Un CNO n'exercera cette attribution que sur des recommandations d'inscriptions émanant de fédérations nationales. Si le CNO les approuve, il transmet ces inscriptions au COJO. Le COJO doit en accuser réception. Les CNO doivent enquêter sur la validité des inscriptions proposées par les fédérations nationales et s'assurer que nul n'a été écarté pour des raisons raciales, religieuses ou politiques ou en raison d'autres formes de discrimination.
- 3 Les CNO ne doivent envoyer aux Jeux Olympiques que des concurrents convenablement préparés pour des compétitions internationales de haut niveau. Par l'entremise de sa FI, une fédération nationale peut faire appel devant la commission exécutive du CIO d'une décision prise par un CNO au sujet des inscriptions.

Texte d'application pour la Règle 49

- 1 Les procédures et les délais pour l'inscription des concurrents aux compétitions sportives durant les Jeux Olympiques figurent dans le «Guide d'inscription aux compétitions sportives et d'accréditation», établi par la commission exécutive du CIO.
- 2 Toutes les inscriptions doivent être imprimées sur un formulaire spécial approuvé par la commission exécutive du CIO, et expédiées dans le nombre de copies déterminé par le COJO.



- 3 Toute participation aux Jeux Olympiques suppose pour tout concurrent qu'il se conforme à toutes les dispositions contenues dans la Charte olympique et aux règles de la FI régissant son sport. Ce concurrent doit être dûment qualifié par cette FI. Le CNO qui inscrit le concurrent assure sous sa propre responsabilité que ce concurrent a pleinement conscience de et se conforme à la Charte olympique et au Code mondial antidopage.
- 4 Au cas où il n'y aurait pas de fédération nationale pour un sport déterminé dans un pays où il existe un CNO reconnu, ce dernier peut inscrire individuellement des concurrents dans ce sport aux Jeux Olympiques, sous réserve de l'approbation de la commission exécutive du CIO et de la FI régissant ledit sport.
- 5
 - 5.1 Le formulaire d'inscription doit contenir le texte des conditions d'admission et la déclaration suivante signée par les athlètes:
«Comprenant qu'en tant qu'athlète aux Jeux Olympiques, je participe à une manifestation qui revêt une importance internationale et historique durable, et compte tenu de l'admission de ma participation, j'accepte d'être filmé, notamment par la télévision, photographié, identifié ou enregistré de toute autre manière pendant les Jeux Olympiques, dans les conditions et pour les fins autorisées actuellement ou dans le futur par le Comité International Olympique («CIO») en relation avec la promotion des Jeux Olympiques et du Mouvement olympique. J'accepte également de respecter la Charte olympique actuellement en vigueur et, en particulier, les dispositions de la Charte olympique concernant l'admission aux Jeux Olympiques (Règle 45 et son Texte d'application), le Code mondial antidopage (Règle 48), les moyens d'information (Règle 59 et son Texte d'application), l'identification du fabricant admise sur l'habillement et l'équipement porté ou utilisé aux Jeux Olympiques (paragraphe 1 du Texte d'application pour la Règle 61), ainsi que l'arbitrage devant le Tribunal arbitral



du sport (Règle 74). Les règles et dispositions correspondantes ont été portées à mon attention par mon Comité National Olympique et/ou ma fédération sportive nationale.»

- 5.2 Le CNO compétent devra également signer ce formulaire pour confirmer et garantir que toutes les règles pertinentes ont été portées à l'attention du concurrent et que le CNO a été autorisé par la fédération sportive nationale concernée à signer en son nom le présent formulaire d'inscription.
- 5.3 Le formulaire d'inscription doit contenir le texte des conditions d'admission et la déclaration suivante signée par les entraîneurs, instructeurs et officiels: *«Comprenant qu'en tant qu'entraîneur / instructeur / officiel aux Jeux Olympiques, je participe à une manifestation qui revêt une importance internationale et historique durable, et compte tenu de l'admission de ma participation, j'accepte d'être filmé, notamment par la télévision, photographié, identifié ou enregistré de toute autre manière pendant les Jeux Olympiques, dans les conditions et pour les fins autorisées actuellement ou dans le futur par le Comité International Olympique («CIO») en relation avec la promotion des Jeux Olympiques et du Mouvement olympique.*

J'accepte également de respecter la Charte olympique actuellement en vigueur et, en particulier, les dispositions de la Charte olympique concernant l'admission aux Jeux Olympiques (Règle 45 et son Texte d'application), le Code mondial antidopage (Règle 48), les moyens d'information (Règle 59 et son Texte d'application), l'identification du fabricant admise sur l'habillement et l'équipement porté ou utilisé aux Jeux Olympiques (paragraphe 1 du Texte d'application pour la Règle 61), ainsi que l'arbitrage devant le Tribunal arbitral du sport (Règle 74). Les règles et dispositions correspondantes ont été portées à mon attention par mon Comité National Olympique et/ou ma fédération sportive nationale.»



- 6 Aucune inscription ne sera valable si les prescriptions ci-dessus ne sont pas respectées.
- 7 Le retrait d'une délégation, d'une équipe ou d'un individuel dûment inscrit, constituera, s'il est effectué sans le consentement de la commission exécutive du CIO une transgression des Règles du CIO et donnera lieu à une action disciplinaire.
- 8 Sauf décision de la commission exécutive inscrite dans le contrat de la Ville-hôte, le nombre d'athlètes concourant aux Jeux de l'Olympiade doit être limité à dix mille (10.000) et le nombre d'officiels être limité à cinq mille (5.000).

50 Transgression de la Charte olympique

La commission exécutive du CIO peut prendre des mesures et des sanctions à l'égard de toute personne ou organisation qui transgresse la Charte olympique.

III PROGRAMME DES JEUX OLYMPIQUES

51 Sports olympiques

Les sports régis par les FI suivantes sont considérés comme sports olympiques:

- 1 Jeux de l'Olympiade
 - Association Internationale des Fédérations d'Athlétisme (IAAF);
 - Fédération Internationale des Sociétés d'Aviron (FISA);



- Fédération Internationale de Badminton (IBF);
- Fédération Internationale de Baseball (IBAF);
- Fédération Internationale de Basketball (FIBA);
- Association Internationale de Boxe Amateur (AIBA);
- Fédération Internationale de Canoë (ICF);
- Union Cycliste Internationale (UCI);
- Fédération Equestre Internationale (FED);
- Fédération Internationale d'Escrime (FIE);
- Fédération Internationale de Football Association (FIFA);
- Fédération Internationale de Gymnastique (FIG);
- Fédération Internationale d'Haltérophilie (IWF);
- Fédération Internationale de Handball (IHF);
- Fédération Internationale de Hockey (FIH);
- Fédération Internationale de Judo (IJF);
- Fédération Internationale des Lutttes Associées (FILA);
- Fédération Internationale de Natation (FINA);
- Union Internationale de Pentathlon Moderne (UIPM);
- Fédération Internationale de Softball (ISF);



- Fédération Mondiale de Taekwondo (WTF);
- Fédération Internationale de Tennis (ITF);
- Fédération Internationale de Tennis de Table (ITTF);
- Fédération Internationale de Tir Sportif (ISSF);
- Fédération Internationale de Tir à l'Arc (FITA);
- Union Internationale de Triathlon (ITU);
- Fédération Internationale de Voile (ISAF);
- Fédération Internationale de Volleyball (FIVB).

2 Jeux Olympiques d'hiver

- Union Internationale de Biathlon (IBU);
- Fédération Internationale de Bobsleigh et de Tobogganing (FIBT);
- Fédération Mondiale de Curling (WCF);
- Fédération Internationale de Hockey sur Glace (IIHF);
- Fédération Internationale de Luge de Course (FIL);
- Union Internationale de Patinage (ISU);
- Fédération Internationale de Ski (FIS).



52 Programme des sports, admission de sports, disciplines et épreuves

Le CIO établit le programme des Jeux Olympiques qui ne comprend que des sports olympiques.

1 Sports olympiques inclus dans le programme des Jeux Olympiques

1.1 Pour être inclus dans le programme des Jeux Olympiques, un sport olympique doit être conforme aux critères suivants:

1.1.1 seuls les sports largement pratiqués dans au moins soixante quinze pays et sur quatre continents par les hommes, et dans au moins quarante pays et sur trois continents par les femmes, peuvent être inscrits au programme des Jeux de l'Olympiade;

1.1.2 seuls les sports largement pratiqués dans au moins vingt-cinq pays et sur trois continents peuvent être inscrits au programme des Jeux Olympiques d'hiver;

1.1.3 seuls les sports qui ont adopté et appliquent le Code mondial antidopage pourront être inscrits au programme des Jeux Olympiques et y rester.

1.1.4 les sports sont admis au programme des Jeux Olympiques au moins sept ans avant des Jeux Olympiques spécifiques, pour lesquels aucune modification ultérieure ne sera autorisée.

2 Disciplines

2.1 Une discipline, étant une branche d'un sport olympique comportant une ou plusieurs épreuves, doit avoir un niveau international reconnu pour être inscrite au programme des Jeux Olympiques.



- 2.2 Les critères d'admission des disciplines sont les mêmes que ceux exigés pour l'admission des sports olympiques.
- 2.3 Une discipline est admise sept ans avant des Jeux Olympiques spécifiques, pour lesquels aucune modification ultérieure ne sera autorisée.

3 Epreuves

- 3.1 Une épreuve, étant une compétition dans un sport olympique ou dans l'une de ses disciplines et ayant pour résultat un classement, donne lieu à une remise de médailles et de diplômes.
- 3.2 Pour être incluses dans le programme des Jeux Olympiques, les épreuves doivent avoir un niveau international reconnu, tant numérique que géographique, et avoir figuré au moins deux fois à des championnats mondiaux ou continentaux.
- 3.3 Seules les épreuves pratiquées dans au moins cinquante pays et sur trois continents par les hommes, et dans au moins trente-cinq pays et sur trois continents par les femmes, peuvent être inscrites dans le programme des Jeux Olympiques.
- 3.4 Les épreuves sont admises quatre ans avant des Jeux Olympiques spécifiques, pour lesquels aucune modification ultérieure ne sera autorisée.

4 Critères d'inclusion des sports, disciplines et épreuves

- 4.1 Pour être inclus dans le programme des Jeux Olympiques, tout sport, discipline ou épreuve doit remplir les conditions prescrites par la présente règle.
- 4.2 Les sports, disciplines ou épreuves dans lesquels les performances dépendent essentiellement d'une propulsion mécanique ne sont pas acceptables.



- 4.3 A moins que le CIO ne décide du contraire, une seule épreuve ne peut donner lieu simultanément à un classement individuel et par équipes.
- 4.4 Les sports, disciplines ou épreuves inclus dans le programme des Jeux Olympiques et qui ne satisfont plus les critères de la présente Règle peuvent néanmoins, dans certains cas exceptionnels, y être maintenus au nom de la tradition olympique, par décision du CIO

5 Avis de participation des FI aux Jeux Olympiques

Les FI régissant les sports inclus dans le programme des Jeux Olympiques doivent confirmer au CIO leur participation aux Jeux Olympiques respectifs au plus tard au moment de la Session du CIO qui élit la ville hôte de ces Jeux.

6 Inscription exceptionnelle d'une discipline ou épreuve

A titre exceptionnel et moyennant l'accord de la FI concernée et du COJO, le CIO pourra déroger aux délais fixés aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus, pour inclure dans le programme des Jeux Olympiques d'une Olympiade spécifique une discipline ou épreuve.

7 Compétence relative à l'admission d'un sport, d'une discipline ou d'une épreuve

L'admission ou l'exclusion d'un sport relève de la compétence de la Session du CIO, celle d'une discipline ou d'une épreuve étant de la compétence de la commission exécutive du CIO.

53 Programme des Jeux Olympiques

- 1 Le programme des Jeux de l'Olympiade doit inclure au moins quinze sports olympiques. Un tel minimum n'existe pas pour le programme des Jeux Olympiques d'hiver.



- 2 Après chaque édition des Jeux Olympiques, le CIO procède à une révision du programme des Jeux Olympiques.
- 3 Lors de chaque révision, les critères d'admission des sports, disciplines ou épreuves peuvent être revus et l'admission ou l'exclusion de sports, disciplines ou épreuves décidée par les organes compétents du CIO.

54 Epreuves de qualification organisées par les FI

- 1 Pour certains sports, les FI peuvent organiser des épreuves de qualification ou déterminer de quelque autre manière la désignation d'un nombre limité de concurrents aux Jeux Olympiques, particulièrement en ce qui concerne les équipes dans les sports d'équipes.
- 2 Les règles régissant la désignation et les épreuves de qualification sont soumises aux dispositions de la Charte olympique dans la mesure déterminée par la commission exécutive du CIO. La formule de qualification doit être soumise à l'approbation de la commission exécutive du CIO. Les CNO seront informés par le CIO de toutes questions relatives aux épreuves de qualification organisées par les FI.
- 3 Les Règles 59, 69 et 70 ne sont pas applicables aux épreuves de qualification.

55 Epreuves pré-olympiques organisées par le COJO

- 1 Conformément à une formule soumise à l'approbation de la commission exécutive du CIO, le COJO, après consultation des FI, peut organiser des épreuves pré-olympiques dont le but est de tester les installations destinées à servir pendant les Jeux Olympiques.
- 2 Pour chaque sport, les épreuves pré-olympiques doivent avoir lieu sous la surveillance technique de la FI compétente.



- 3 Les épreuves pré-olympiques sont soumises aux dispositions de la Charte olympique dans la mesure déterminée par la commission exécutive du CIO.

56 Participation aux Jeux Olympiques*

Le nombre des engagements est arrêté par la commission exécutive du CIO après consultation des FI compétentes, deux ans avant les Jeux Olympiques.

Texte d'application pour la Règle 56

- 1 Le nombre des engagements dans les épreuves individuelles ne devra pas dépasser celui prévu pour les championnats du monde et, dans tous les cas, ne devra pas dépasser trois par pays. La commission exécutive du CIO peut accorder des dérogations pour certains sports d'hiver.
- 2 Pour les sports d'équipe, le nombre d'équipes n'excédera pas douze équipes pour chaque sexe et ne sera pas inférieur à huit équipes pour chaque sexe, sauf décision contraire de la commission exécutive du CIO.
- 3 Afin d'obtenir une répartition équitable du nombre de remplaçants dans certains sports tant individuels que par équipe, et compte tenu du fait que dans certains autres sports un seul engagement, sans aucun remplaçant, est autorisé par épreuve et par pays, la commission exécutive du CIO, après consultation des FI concernées, peut augmenter ou réduire le nombre de remplaçants.



57 Dispositions techniques*

- 1 Pour toutes les dispositions techniques des Jeux Olympiques, y compris l'horaire, le COJO doit consulter les FI compétentes. Il doit veiller à ce que les divers sports olympiques soient traités et intégrés équitablement.
- 2 La décision finale relative au calendrier et à l'horaire quotidien des épreuves appartient à la commission exécutive du CIO. Le déroulement de toutes les épreuves dans chaque sport est placé sous la responsabilité directe de la FI concernée, après consultation du COJO.
- 3 Chaque FI est responsable du contrôle et de la direction techniques de son sport; tous les lieux de compétition et d'entraînement ainsi que tous les équipements doivent être conformes à ses règles.
- 4 Trois ans au plus tard avant l'ouverture des Jeux Olympiques, les FI doivent informer le COJO, le CIO et les CNO des caractéristiques des installations techniques requises et des équipements sportifs devant être utilisés pour équiper les sites au cours des Jeux Olympiques. Les FI concernées peuvent demander que, en conformité avec les directives de la commission exécutive du CIO, les équipements sportifs considérés soient fournis par une ou des sociétés précises.
- 5 Les officiels techniques nécessaires (arbitres, juges, chronométreurs, inspecteurs) et un jury d'appel pour chaque sport sont désignés par la FI compétente, dans la limite du nombre total fixé par la commission exécutive du CIO sur la recommandation de la FI concernée. Ils exécutent leurs tâches selon les directives de cette FI en liaison avec le COJO.
- 6 Aucun officiel ayant pris part à une décision ne peut être membre du jury chargé de juger le litige qui en est résulté.
- 7 Les conclusions des jurys doivent être communiquées dans les meilleurs délais à la commission exécutive du CIO.



- 8 Les jurys tranchent toute question technique concernant leurs sports respectifs, et leurs décisions, y compris toutes sanctions y afférentes, sont sans appel et sans préjudice des mesures et sanctions supplémentaires pouvant être décidées par la commission exécutive ou la Session du CIO.
- 9 Le COJO doit mettre à disposition des logements distincts du village olympique pour l'hébergement de tous les officiels techniques désignés par les FI. Les officiels techniques et les membres des jurys ne peuvent être logés au village olympique. Ils ne font pas partie des délégations des CNO, et ne sont responsables que vis-à-vis de leurs FI respectives.

Texte d'application pour la Règle 57

1 Dispositions techniques se rapportant aux FI aux Jeux Olympiques

Les FI ont les droits et responsabilités qui suivent:

- 1.1 Etablir des règles techniques de leurs propres sports, disciplines et épreuves, y compris, mais sans s'y limiter, les critères des résultats, les spécifications techniques des équipements, infrastructures et installations, les règles sur les mouvements techniques, les exercices ou les jeux, les règles sur la disqualification technique et les règles sur l'arbitrage et le chronométrage.
- 1.2 Etablir les résultats définitifs et le classement des compétitions olympiques.
- 1.3 Sous réserve de l'autorité du CIO, exercer le droit de juridiction technique sur les lieux de compétition et d'entraînement de leurs sports respectifs pendant les compétitions et les entraînements aux Jeux Olympiques.
- 1.4 Sélectionner les juges, arbitres et autres officiels techniques du pays hôte et de l'étranger dans la limite du nombre total établi par la



commission exécutive du CIO sur proposition de la FI concernée. Les frais de logement, de transport et d'uniformes des juges, des arbitres et autres officiels techniques provenant d'autres pays que le pays hôte sont à la charge du COJO.

- 1.5 Déléguer, en coordination avec le COJO, deux représentants pendant l'aménagement des installations de leur sport afin de vérifier que leurs règles sont observées et de contrôler les conditions de logement, de nourriture et de transport prévues pour les officiels techniques et les juges.
 - 1.5.1 Deux délégués de chaque FI doivent se trouver sur place au moins cinq jours avant le commencement de la première épreuve de leur sport afin de prendre toutes dispositions nécessaires concernant les engagements.
 - 1.5.2 Les frais raisonnables de ces délégués pendant cette période et jusqu'à la fin des Jeux Olympiques (transport par avion en classe affaires si le trajet excède 2500 kilomètres ou en classe économique si le trajet est inférieur à 2500 kilomètres, chambre avec pension) seront payés par le COJO.
 - 1.5.3 Dans les cas exceptionnels lorsque, pour des raisons techniques, la présence de délégués ou l'organisation de visites supplémentaires sont nécessaires, les arrangements adéquats seront faits par le COJO, le CIO en ayant été informé préalablement. En cas de désaccord, la commission exécutive du CIO statuera.
- 1.6 Veiller à ce que tous les concurrents se conforment aux dispositions des Règles 59 et 61 de la Charte olympique.
- 1.7 Faire appliquer, sous l'autorité du CIO et des CNO, les Règles du CIO relatives à l'admission des participants avant les Jeux Olympiques (éliminatoires) et pendant les Jeux Olympiques.



- 1.8 Préparer et réviser les «questionnaires techniques» destinés aux villes candidates.
- 2 Dispositions techniques requérant l'approbation des FI et du COJO avant d'être soumises à la commission exécutive du CIO pour approbation:
 - 2.1 Horaire quotidien du programme d'un sport aux Jeux Olympiques.
 - 2.2 Itinéraires des épreuves se déroulant hors des enceintes olympiques (par exemple: voile, marathon, marche, cyclisme sur route, concours complet d'équitation).
 - 2.3 Besoins en installations pour l'entraînement avant et pendant les Jeux Olympiques.
 - 2.4 Equipement technique sur les sites qui n'est ni défini ni mentionné dans les règlements techniques des FI.
 - 2.5 Installations techniques pour l'établissement des résultats.
 - 2.6 Uniformes des officiels des FI (tels que juges et arbitres) nécessaires pendant les Jeux Olympiques.
- 3 Propositions des FI requérant l'approbation de la commission exécutive du CIO:
 - 3.1 Etablissement du programme des Jeux Olympiques dans leurs sports respectifs, en incluant ou supprimant des épreuves conformément aux Règles, critères et conditions établis par le CIO.
 - 3.2 Etablissement du nombre de concurrents par épreuve et par pays et du nombre d'équipes participant aux Jeux Olympiques.
 - 3.3 Etablissement, trois ans avant les Jeux Olympiques, du système des éliminatoires de qualification.



- 3.4 Etablissement du système de groupement et de sélection des athlètes pour les éliminatoires de qualification (ou des équipes en groupes éliminatoires) pour les Jeux Olympiques.
- 3.5 Etablissement du nombre de remplaçants dans les sports et épreuves individuels ou par équipe.
- 3.6 Etablissement du nombre et sélection des concurrents pour les contrôles de dopage.
- 3.7 Etablissement de la liste des concurrentes auxquelles la FI a délivré un certificat de féminité à l'occasion de Championnats du monde ou continentaux, qui sera valable pour les Jeux Olympiques, en plus des certificats délivrés par le CIO lors de Jeux Olympiques précédents.
- 3.8 Envoi de plus de deux délégués techniques pour surveiller les préparatifs des Jeux Olympiques ou organisation de visites supplémentaires autres que celles prévues par la Charte olympique.
- 3.9 Production par les FI, sur tout support, de tout enregistrement visuel ou audio-visuel des compétitions olympiques, toute utilisation commerciale de ces enregistrements étant interdite.

58 Camp de jeunesse

Avec l'autorisation de la commission exécutive du CIO, le COJO peut, sous sa propre responsabilité, organiser un camp international de jeunesse à l'occasion des Jeux Olympiques.

59 Couverture médiatique des Jeux Olympiques*

- 1 Un des objectifs du Mouvement olympique devrait être que la couverture médiatique des Jeux Olympiques, par son contenu, propage et mette en valeur les principes de l'Olympisme.



- 2 Afin d'assurer l'information la plus complète par les différents moyens d'information et l'audience la plus large possible pour les Jeux Olympiques, toutes les dispositions nécessaires seront décidées par la commission exécutive du CIO et mises en oeuvre par le COJO.
- 3 Toutes les questions concernant les moyens d'information aux Jeux Olympiques, y compris l'octroi et le retrait des cartes d'identité et d'accréditation olympiques, relèvent de la compétence de la commission exécutive du CIO.

Texte d'application pour la Règle 59

- 1 La commission exécutive du CIO établit un document intitulé «Guide des médias».
- 2 Le Guide des médias forme partie intégrante du contrat signé par le CIO, le CNO et la ville hôte lorsque les Jeux Olympiques lui sont attribués.
- 3 Toutes les personnes qui rendent compte des Jeux Olympiques seront accréditées selon les conditions établies dans le Guide des médias. Les demandes d'accréditation doivent être envoyées par les CNO au CIO dans les délais fixés, exception faite des radiodiffuseurs contractants et des agences internationales reconnues, dont les demandes doivent être envoyées directement au CIO.
- 4 L'accréditation garantit l'accès aux épreuves olympiques. Si des restrictions apparaissent nécessaires, le CIO mettra tout en oeuvre afin de satisfaire les demandes raisonnables des médias accrédités.
- 5 Pendant toute la durée des Jeux Olympiques, un athlète, un entraîneur, un officiel, un attaché de presse ou tout autre participant accrédité ne peut en aucun cas être accrédité ou agir comme journaliste ou à tout autre titre lié aux médias.



60 Publications*

Les publications requises par le CIO sont mises à disposition et distribuées aux frais du COJO, sur support papier ou autre, tel que pourra le demander la Commission exécutive du CIO.

Texte d'application pour la Règle 60

- 1 Pour chaque sport, une brochure explicative contenant le programme général et les dispositions prévues, en français, en anglais et dans la langue du pays hôte, sera distribuée par le COJO au CIO, aux FI compétentes et à tous les CNO, au plus tard un an avant l'ouverture des Jeux Olympiques.
- 2 Une brochure médicale sera distribuée par le COJO, conformément aux instructions de la commission exécutive du CIO, au plus tard six mois avant les Jeux Olympiques d'hiver et un an avant les Jeux de l'Olympiade.
- 3
 - 3.1 Tous les documents (tels qu'invitations, listes d'engagements, cartes d'entrée, programmes) imprimés à l'occasion des Jeux de l'Olympiade ainsi que les insignes émis doivent porter comme entête le chiffre de l'Olympiade et le nom de la ville où elle est célébrée.
 - 3.2 Dans le cas des Jeux Olympiques d'hiver, le nom de la ville et le chiffre des Jeux doivent être indiqués.
- 4 Un rapport officiel complet sur la célébration des Jeux Olympiques sera imprimé par le COJO, à l'intention du CIO, au moins en français et en anglais, dans les deux ans suivant la clôture des Jeux Olympiques.



- 5 La commission exécutive du CIO déterminera les matières à traiter dans le rapport officiel du COJO. Une copie de ce rapport sera envoyée gratuitement à chaque membre, président d'honneur à vie, membre honoraire et membre d'honneur du CIO, ainsi qu'à chaque FI et CNO participant, et en 100 exemplaires au secrétariat du CIO.
- 6 Les épreuves de tous les documents et de toutes les publications mentionnés dans le présent Texte d'application seront soumises à l'approbation préalable de la commission exécutive du CIO.

61 Propagande et publicité*

- 1 Aucune démonstration ou propagande politique, religieuse ou raciale n'est autorisée dans les enceintes olympiques. Aucune forme de publicité ne sera autorisée dans et au-dessus des stades ou autres lieux de compétition, qui sont considérés comme faisant partie des sites olympiques. Les installations commerciales et les panneaux publicitaires ne sont admis ni dans les stades ni sur les autres terrains de sport.
- 2 La commission exécutive du CIO est seule compétente pour déterminer les principes et les conditions en vertu desquels une forme de publicité peut être autorisée.

Texte d'application pour la Règle 61

- 1 Aucune forme de publicité ou de propagande commerciale ou autre ne peut apparaître sur les personnes, les tenues, les accessoires ou, plus généralement, sur un quelconque article d'habillement ou d'équipement porté ou utilisé par les athlètes ou autres participants aux Jeux Olympiques, à l'exception de l'identification, telle que définie au paragraphe 8 ci-après, du fabricant de l'article ou de l'équipement concerné, à la condition que cette identification ne soit pas marquée de manière ostensible à des fins publicitaires.



- 1.1 L'identification du fabricant ne devra pas apparaître plus d'une fois par article d'habillement ou d'équipement.
- 1.2 Equipement: toute identification du fabricant supérieure à 10% de la surface totale de l'équipement exposé pendant la compétition sera considérée comme étant marquée ostensiblement. Cependant, aucune identification du fabricant ne pourra être supérieure à 60 cm².
- 1.3 Accessoires pour la tête (par exemple chapeaux, casques, lunettes de soleil, lunettes de protection) et gants: toute identification du fabricant dépassant 6 cm² sera considérée comme étant marquée ostensiblement.
- 1.4 Habillement (par exemple T-shirts, shorts, pulls et pantalons de sport): toute identification du fabricant qui dépassera 12 cm² sera considérée comme étant marquée ostensiblement.
- 1.5 Chaussures: le dessin distinctif normal du fabricant est admissible. Le nom et/ou logo du fabricant peut également apparaître, sur une surface n'excédant pas 6 cm², soit comme élément du motif distinctif normal soit indépendamment de ce dernier.
- 1.6 En cas de dispositions spéciales arrêtées par une Fédération Internationale, il pourra être fait exception aux Règles susmentionnées sur approbation de la commission exécutive du CIO.

Toute violation des dispositions de cette clause entraînera la disqualification ou le retrait de l'accréditation de la personne concernée. Les décisions de la commission exécutive du CIO en la matière seront sans appel.

Les dossards portés par les concurrents ne peuvent comporter aucune forme de publicité et doivent porter l'emblème olympique du COJO.

- 2 Pour être valables, tous les contrats du COJO contenant un quelconque élément publicitaire, y compris le droit ou la licence d'usage de l'emblème ou de la mascotte des Jeux Olympiques, doivent être



conformes à la Charte olympique et respecter les instructions de la commission exécutive du CIO. Il en ira de même des contrats relatifs aux appareils de chronométrage et aux tableaux des résultats, et à l'injection de tout signal d'identification dans les programmes de télévision. Les violations de la présente réglementation relèvent de l'autorité de la commission exécutive du CIO.

- 3 Toute mascotte créée pour les Jeux Olympiques sera considérée comme étant un emblème olympique, dont le dessin doit être soumis par le COJO à l'approbation de la commission exécutive du CIO. Une telle mascotte ne peut être utilisée à des fins commerciales dans le pays d'un CNO sans l'approbation écrite préalable dudit CNO.
- 4 Le COJO assurera la protection de la propriété de l'emblème et de la mascotte des Jeux Olympiques au profit du CIO, au plan national et international. Toutefois, le COJO, et après la dissolution de ce dernier, le CNO du pays hôte, pourra exploiter cet emblème et la mascotte tout comme d'autres marques, dessins, insignes, affiches, objets et documents liés aux Jeux Olympiques, pendant leur préparation, leur déroulement et pendant une période expirant au plus tard à la fin de l'année civile au cours de laquelle ces Jeux Olympiques ont lieu. Dès l'expiration de cette période, tous les droits sur/ou relatifs à ces emblèmes, mascotte et autres marques, dessins, insignes, affiches, objets et documents appartiendront dès lors entièrement au CIO. Le COJO et/ou le CNO, le cas échéant et dans la mesure où cela sera nécessaire, agiront à cet égard en qualité de trustees (à titre fiduciaire) pour le seul bénéfice du CIO.
- 5 Les dispositions de ce Texte d'application s'appliquent aussi mutatis mutandis à tout contrat conclu par le comité d'organisation d'une Session du CIO ou d'un Congrès olympique.
- 6 Les uniformes des concurrents et de toute personne ayant une fonction officielle peuvent comporter le drapeau ou l'emblème olympique de leur CNO ou, avec le consentement du COJO, l'emblème olympique du COJO. Les officiels des FI peuvent porter l'uniforme et l'emblème de leurs fédérations.



- 7 Sur tous les engins, installations et autres appareils techniques qui ne sont ni portés ni utilisés par les athlètes ou les autres participants aux Jeux Olympiques, y compris ceux de chronométrage et les tableaux de résultats, l'identification ne peut en aucun cas dépasser 1/10 de la hauteur de l'engin, de l'installation ou de l'appareil en cause, et ne sera jamais supérieure à 10 cm de haut.
- 8 Le terme «identification» signifie l'indication d'un nom, d'une désignation, d'une marque, d'un logo ou de tout autre signe distinctif du fabricant de l'article, n'apparaissant pas plus d'une fois par article.

62 Oeuvres musicales*

Le CIO doit être désigné propriétaire du droit d'auteur sur toute œuvre musicale commandée spécialement en relation avec les Jeux Olympiques. Le COJO et le CNO concernés veilleront à ce que cette procédure se déroule à la satisfaction du CIO.

Texte d'application pour la Règle 62

La commission exécutive du CIO peut concéder tous les droits d'exploitation d'œuvres musicales au COJO, et ensuite au CNO du pays hôte, pour une période de quatre ans à compter de la clôture des Jeux Olympiques, contre versement d'une redevance sur les recettes brutes. La commission exécutive du CIO autorisera le COJO à utiliser, à titre non exclusif, l'hymne olympique pendant la période des Jeux Olympiques sans paiement des redevances.

63 Publicité commerciale du COJO avant les Jeux Olympiques

A moins que la commission exécutive du CIO n'en décide autrement, tout COJO doit veiller à ce que, jusqu'au début d'une période de deux ans précédant l'ouverture des Jeux Olympiques dont il est responsable, toute



personne, physique ou morale, avec laquelle il conclut des contrats s'abstienne de toute forme de publicité en relation avec lesdits Jeux Olympiques.

IV PROTOCOLE

64 Invitations*

Les invitations à prendre part aux Jeux Olympiques doivent être expédiées par le CIO un an avant la cérémonie d'ouverture. Elles seront envoyées à tous les CNO reconnus.

Texte d'application pour la Règle 64

- 1 Les invitations à prendre part aux Jeux Olympiques seront rédigées dans les termes suivants: *«Le Comité International Olympique a l'honneur de vous inviter à participer aux Jeux de la ... Olympiade (ou ... Jeux Olympiques d'hiver) qui auront lieu à ... du ... au ...».*
- 2 Les invitations doivent toutes être envoyées simultanément sous pli recommandé et par avion ou par courrier spécial. Les CNO répondront par écrit à l'invitation et les réponses doivent être reçues par le CIO dans les quatre mois après la date d'envoi de l'invitation.
- 3 La réception de chaque invitation à prendre part aux Jeux Olympiques doit être confirmée par écrit au CIO par le CNO dès réception de l'invitation.
- 4 Au plus tard deux mois avant la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques, chaque CNO fera part par écrit au COJO du nombre approximatif de membres de sa délégation.



65 Carte d'identité et d'accréditation olympique

- 1 La carte d'identité et d'accréditation olympique est un document conférant à son titulaire le droit de participer aux Jeux Olympiques.
- 2 La carte d'identité et d'accréditation olympique établit l'identité de son titulaire et constitue un document qui, conjointement avec le passeport ou autre titre officiel de voyage du titulaire, confère l'autorisation d'entrer dans le pays de la ville organisatrice des Jeux Olympiques. Elle permet au titulaire d'y résider et d'y exercer sa fonction olympique pour la durée des Jeux Olympiques et pour une période n'excédant pas un mois avant et un mois après les Jeux Olympiques.
- 3 La carte d'identité et d'accréditation olympique est accordée par le CIO aux personnes destinées à être accréditées. La commission exécutive du CIO peut déléguer tout ou partie de cette compétence au COJO, qui, dans ce cas, devra mettre la carte d'identité et d'accréditation olympique à la disposition de toutes les personnes désignées par le CIO.
- 4 Les informations relatives à la carte d'identité et d'accréditation olympique, y compris les caractéristiques, les catégories et ayants droits, les privilèges, les procédures et les délais, figurent dans le «Guide d'inscription aux compétitions sportives et d'accréditation», établi par la commission exécutive du CIO.

66 Droits attachés à la carte d'identité et d'accréditation olympique

La carte d'identité et d'accréditation olympique donne, aux degrés nécessaires dans chaque cas et comme il y est mentionné, accès aux lieux et aux manifestations placés, par le CIO, sous la responsabilité du COJO. Le CIO détermine les personnes qui y ont droit et en fixe les conditions d'octroi et les modalités d'établissement. Le COJO est chargé de la délivrer aux ayants droits.



67 Utilisation du drapeau olympique

- 1 Un drapeau olympique de grande dimension doit flotter, pendant toute la durée des Jeux Olympiques, à un mât dressé à un emplacement du stade principal, bien en vue, où il est hissé lors de la cérémonie d'ouverture et amené lors de la cérémonie de clôture des Jeux Olympiques.
- 2 Le village olympique ainsi que les enceintes de compétition et d'entraînement et tous les autres lieux qui sont sous la responsabilité du COJO doivent être décorés de drapeaux olympiques en grand nombre.
- 3 Les drapeaux olympiques flotteront en grand nombre aux côtés des autres drapeaux dans la ville hôte.

68 Utilisation de la flamme olympique

- 1 Le COJO est responsable de l'acheminement de la flamme olympique vers le stade olympique. Les manifestations auxquelles le passage de la flamme olympique ou son arrivée donne lieu, sous les auspices du CNO compétent, doivent respecter le protocole olympique. La commission exécutive du CIO approuvera tout arrangement pour tout relais relatif à la flamme olympique.
- 2 La flamme olympique doit être placée dans une position élevée nettement visible à l'intérieur du stade principal et, quand l'architecture le permet, également visible de l'extérieur du stade.

69 Cérémonies d'ouverture et de clôture*

- 1 Les cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux Olympiques doivent se dérouler conformément au protocole décidé par le CIO. Elles doivent refléter et illustrer les principes humanistes de l'Olympisme et contribuer à leur propagation.



- 2 La cérémonie d'ouverture se déroulera au plus tôt la veille des compétitions des Jeux de l'Olympiade et des Jeux Olympiques d'hiver. La cérémonie de clôture se déroulera le dernier jour des compétitions des Jeux de l'Olympiade et des Jeux Olympiques d'hiver.
- 3 Le programme détaillé de ces cérémonies sera proposé par le COJO et soumis à l'approbation de la commission exécutive du CIO.

Texte d'application pour la Règle 69

- 1 Cérémonie d'ouverture
 - 1.1 Les Jeux Olympiques sont proclamés ouverts par le Chef de l'Etat du pays hôte.
 - 1.2 Le Chef de l'Etat est reçu à l'entrée du stade par le président du CIO et par le président du COJO. Les deux présidents conduisent ensuite le Chef de l'Etat à sa loge dans la tribune d'honneur.
 - 1.3 Sitôt après, commence le défilé des participants. Chaque délégation, en tenue officielle, doit être précédée d'une enseigne portant son nom et de son drapeau porté par un membre de la délégation.

Les drapeaux des délégations participantes, de même que les enseignes, seront fournis par le COJO et seront tous de même dimension. Les porteurs d'enseignes seront désignés par le COJO.
 - 1.4 Aucun participant au défilé n'a le droit de porter dans le stade des drapeaux, étendards, banderoles, caméras, accessoires ou autres objets visibles ne faisant pas partie de la tenue officielle.
 - 1.5 Les délégations défilent dans l'ordre alphabétique de la langue du pays hôte, sauf celle de la Grèce, qui ouvre la marche, et celle du pays hôte qui la clôt. Seuls peuvent prendre part au défilé les



athlètes participant aux Jeux Olympiques et ayant le droit de loger au village olympique, avec à leur tête six officiels au maximum par délégation.

- 1.6 Les délégations saluent le Chef de l'État et le président du CIO en passant devant leur loge.

Après avoir défilé dans le stade, chaque délégation gagne les places qui lui ont été réservées pour assister à la cérémonie, à l'exception de son porte-drapeau qui demeure dans le stade.

- 1.7 Le président du CIO, accompagné du président du COJO, se dirige vers l'estrade placée sur le terrain devant la tribune d'honneur. Le président du COJO prononce une allocution d'une durée maximum de trois minutes, puis ajoute ces mots: *«J'ai l'honneur de prier ..., président du Comité International Olympique, de prendre la parole»*.
- 1.8 Le président du CIO prononce alors un discours dans lequel il fait référence à Pierre de Coubertin puis déclare: *«J'ai l'honneur d'inviter ... (Chef de l'état) à proclamer l'ouverture des Jeux de la ... Olympiade de l'ère moderne (ou des ... Jeux Olympiques d'hiver)»*.
- 1.9 Le Chef de l'État proclame les Jeux ouverts en disant: *«Je proclame l'ouverture des Jeux Olympiques de ... célébrant la ... Olympiade de l'ère moderne (ou des ... Jeux Olympiques d'hiver)»*.
- 1.10 Pendant que retentit l'hymne olympique, le drapeau olympique déployé horizontalement est introduit dans le stade et hissé au mât élevé dans l'arène.
- 1.11 Le flambeau olympique est apporté dans le stade par des coureurs se relayant. Le dernier coureur fait le tour de la piste avant d'allumer la flamme olympique qui ne sera pas éteinte avant la clôture des Jeux Olympiques. L'allumage de la flamme olympique est suivi d'un lâcher symbolique de pigeons.



- 1.12 Les porte-drapeaux de toutes les délégations se rangent en demi-cercle autour de l'estrade. Un concurrent du pays hôte monte sur l'estrade. Tenant le pan du drapeau olympique de sa main gauche, et levant sa main droite, il prononce le serment solennel suivant : «Au nom de tous les concurrents, je promets que nous prendrons part à ces Jeux Olympiques en respectant et suivant les règles qui les régissent, en nous engageant pour un sport sans dopage et sans drogues, dans un esprit de sportivité, pour la gloire du sport et l'honneur de nos équipes».
- 1.13 Aussitôt après, un juge du pays hôte monte sur l'estrade et, de la même manière, prononce le serment suivant : *«Au nom de tous les juges et officiels, je promets que nous remplirons nos fonctions pendant ces Jeux Olympiques en toute impartialité, en respectant et suivant les règles qui les régissent, dans un esprit de sportivité».*
- 1.14 L'hymne national du pays hôte est alors joué ou chanté, puis les porte-drapeaux gagnent les places qui leur ont été réservées pour assister au programme artistique.
- 1.15 Au cas où le CIO autorise une cérémonie d'ouverture annexe, dans une autre enceinte olympique, la commission exécutive du CIO en déterminera le protocole, sur proposition du COJO.

2 Cérémonie de clôture

- 2.1 La cérémonie de clôture doit avoir lieu dans le stade, au terme des épreuves. Les participants aux Jeux Olympiques ayant le droit de loger au village olympique prennent place aux emplacements qui leur sont réservés dans les tribunes. Les porte-drapeaux des délégations participantes et leurs enseignes entrent en file dans l'arène, dans le même ordre, et prennent les mêmes positions que celles occupées lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques. Derrière eux, les athlètes défilent sans distinction de nationalité.



- 2.2 Les porte-drapeaux vont ensuite se placer en demi-cercle derrière l'estrade.
- 2.3 Le président du CIO et le président du COJO, montent sur l'estrade. Aux sons de l'hymne national grec, le drapeau hellénique est hissé au mât, à droite du mât central utilisé pour les drapeaux des vainqueurs. Puis le drapeau du pays hôte est hissé au mât central, tandis que retentit son hymne. Enfin, le drapeau du pays hôte des prochains Jeux Olympiques est hissé au mât de gauche pendant que retentit son hymne.
- 2.4 Le Maire de la ville hôte rejoint alors le président du CIO sur l'estrade et lui rend le drapeau olympique. Le président du CIO le confie au Maire de la ville hôte des Jeux Olympiques suivants. Ce drapeau doit être exposé dans le principal édifice municipal de cette dernière ville.
- 2.5 Après une allocution du président du COJO, le président du CIO prononce le discours de clôture des Jeux Olympiques qu'il conclut en ces termes: *«Je proclame la clôture des Jeux de la ... Olympiade (ou des Jeux Olympiques d'hiver) et, selon la tradition, je convie la jeunesse du monde à s'assembler dans quatre ans à ... (au cas où la ville n'est pas encore désignée, le nom de la ville est remplacé par ces mots: «au lieu qui sera choisi»), pour y célébrer avec nous les Jeux de piques d'hiver».*
- 2.6 Puis retentit une fanfare; la flamme olympique est éteinte et, pendant qu'est joué l'hymne olympique, le drapeau olympique est descendu lentement du mât et, déployé horizontalement, emporté hors de l'arène suivi des porte-drapeaux. Un chant d'adieu est entonné.



70 Cérémonie des vainqueurs, médailles et diplômes*

Les cérémonies des vainqueurs doivent se dérouler conformément au protocole déterminé par le CIO. Les médailles et les diplômes seront fournis par le COJO pour distribution par le CIO, auquel ils appartiennent.

Texte d'application pour la Règle 70

1 Cérémonie des vainqueurs

- 1.1 Les médailles seront remises au cours des Jeux Olympiques par le président du CIO (ou par un membre désigné par lui), accompagné par le président de la FI intéressée (ou par son remplaçant), si possible immédiatement après et sur le lieu même de la compétition, et de la façon suivante: les concurrents classés premier, deuxième et troisième, en tenue officielle ou sportive, prennent place sur un podium face à la tribune d'honneur, le vainqueur légèrement surélevé par rapport au deuxième, placé à sa droite, et au troisième, placé à sa gauche. Leurs noms, ainsi que ceux des autres diplômés, sont annoncés. Le drapeau de la délégation du vainqueur sera hissé au mât central, ceux du deuxième et du troisième lauréats, à deux mâts voisins, à droite et à gauche du mât central, face à l'arène. Pendant que retentira l'hymne (abrégé) de la délégation du vainqueur, les médaillés se tourneront face aux drapeaux.

2 Médailles et diplômes

- 2.1 Pour les épreuves individuelles, le premier prix sera une médaille de vermeil et un diplôme, le deuxième une médaille d'argent et un diplôme, le troisième une médaille de bronze et un diplôme. Les médailles doivent mentionner le sport et l'épreuve pour lesquels elles sont remises et être attachées à une chaîne ou à un ruban



amovibles, pour être placées autour du cou de l'athlète. Les concurrents qui se sont classés quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième recevront également un diplôme mais pas de médaille. En cas d'égalité absolue entre des concurrents pour la première, deuxième ou troisième place, chacun d'entre eux aura droit à une médaille et à un diplôme.

- 2.2 Les médailles auront au minimum un diamètre de 60 mm et une épaisseur de 3 mm. Les médailles pour les première et deuxième places seront en argent au titre minimum de 925-1000, la médaille pour la première place devant être dorée avec au moins 6 grammes d'or fin.
- 2.3 Les dessins de toutes médailles et de tous diplômes seront soumis par le COJO à l'approbation écrite préalable de la commission exécutive du CIO.
- 2.4 Pour les sports d'équipe et les épreuves par équipes dans d'autres sports, tous les athlètes membres de l'équipe victorieuse ont droit à une médaille de vermeil et à un diplôme, ceux de la deuxième équipe à une médaille d'argent et à un diplôme, ceux de la troisième à une médaille de bronze et à un diplôme. Avant les Jeux Olympiques et après consultation des Fédérations Internationales concernées, la commission exécutive du CIO décidera dans quelle mesure cette disposition s'appliquera également aux athlètes qui n'auront pas pris part à au moins un match ou une compétition pendant ces Jeux Olympiques. Les membres d'une équipe classée quatrième, cinquième, sixième, septième ou huitième recevront un diplôme chacun.
- 2.5 Tous les concurrents, tous les officiels et autre personnel d'équipe, les membres du CIO, et s'ils sont présents aux Jeux Olympiques, les présidents et les secrétaires généraux des FI reconnues par le CIO et ceux des CNO ainsi que les juges, arbitres, chronométreurs,



inspecteurs, juges de touches, etc., présents aux Jeux Olympiques et nommés officiellement par les FI intéressées selon les normes fixées par le CIO, recevront une médaille et un diplôme commémoratifs.

- 2.6 Les médailles et diplômes remis à l'occasion des Jeux Olympiques d'hiver doivent être différents de ceux employés pour les Jeux de l'Olympiade.
- 2.7 Les médailles et diplômes commémoratifs ne seront pas attribués aux membres d'une délégation qui se retire des Jeux Olympiques.
- 2.8 Aucun prix ni récompense autres que ceux décrits ci-dessus ne seront attribués aux Jeux Olympiques.
- 2.9 Si un concurrent olympique est disqualifié, sa (ses) médaille(s) et son (ses) diplôme(s) doivent être rendus au CIO.
- 2.10 Le COJO fera en sorte que les droits d'auteurs de tous les dessinateurs des médailles énoncées dans cette règle soient valablement cédés au CIO qui sera automatiquement reconnu titulaire desdits droits. Si la législation nationale exige que la cession ait lieu par écrit, le COJO est tenu d'établir un tel écrit et de le soumettre à la signature du CIO qui sera désormais le seul titulaire desdits droits.
- 2.11 A la fin des Jeux Olympiques, le COJO remettra au CIO les moules de toutes les médailles frappées et tous les diplômes et toutes les médailles en surplus. Le COJO rendra compte au CIO de toutes les médailles et épreuves qui ont été frappées.

3 Insignes commémoratifs

Tout athlète qui a droit à une médaille recevra un insigne commémoratif tel que déterminé par la commission exécutive du CIO.



71 Tableau d'honneur

- 1 Le CIO n'établira aucun classement global par pays. Un tableau d'honneur portant les noms des médaillés et diplômés de chaque épreuve sera établi par le COJO qui le remettra au CIO.
- 2 Les noms des médaillés de chaque épreuve seront mis en évidence de façon permanente dans le stade principal.
- 3 Tous les athlètes ayant participé à des Jeux Olympiques recevront du CIO un insigne commémoratif.

72 Protocole

- 1 Pendant toute la durée des Jeux Olympiques, le CIO est seul compétent pour établir le protocole applicable dans tous les lieux placés sous la responsabilité du COJO.
- 2 A l'occasion de toutes les cérémonies et manifestations pendant les Jeux Olympiques, la préséance revient aux membres, au président d'honneur à vie, aux membres honoraires et aux membres d'honneur du CIO, dans leur ordre d'ancienneté, le président, le président d'honneur à vie et les vice-présidents étant en tête, suivis des membres du COJO, des présidents des FI et des présidents des CNO.

73 Programme des cérémonies

- 1 Les détails de tous les programmes de toutes les cérémonies seront soumis à la commission exécutive du CIO pour approbation au moins six mois avant les Jeux Olympiques.
- 2 Les détails des programmes culturels lui seront communiqués en même temps.



V ARBITRAGE

74 Arbitrage

Tout différend survenant à l'occasion des Jeux Olympiques ou en relation avec ceux-ci sera soumis exclusivement au Tribunal arbitral du sport, conformément au Code de l'arbitrage en matière de sport.

© Comité International Olympique

Lausanne, Suisse

Tous droits réservés

Août 2003

Édité par le Comité International Olympique

Imprimé en Suisse.



COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE
www.olympic.org